

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIETES ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1145

7 mai 2012

SOMMAIRE

7Miglia S.A.	54914	Iridys	54914
Aktiva Fonder Sicav	54915	Leo Capital (Lux) FCP-FIS	54940
AllianceBernstein Institutional Investments	54944	Luma SIF	54941
Beliere Holding S.A.	54923	Luxembourgeoise de Construction Immobilière S.A.	54940
BIGPOINT Sàrl and Co, SCS	54957	Meridio Islamic Funds	54927
BJ General Holdings	54944	Mineta S.A.	54924
Bolux	54916	Multis S.A.	54924
Bourne Park Capital (Lux) S.A. SICAV - SIF	54940	Navitas Solar Group S.A.	54943
BPER International Sicav	54922	Northland Resources S.A.	54919
BZ Equity Fund	54943	Obanoa Investments S.A.	54960
CIC CH Fund	54916	Orco Property Group	54928
CMG Food & Beverage S.A.	54916	Patrick S.A.	54956
Conventum	54917	Poppedío S.A.	54921
Corporate II	54920	REYL (Lux) GLOBAL FUNDS	54927
Corporate III	54923	REYL (Lux) GLOBAL FUNDS	54921
Corporate IV	54925	Reyl (Lux) Tactical Allocations	54928
Corporate Special	54926	Sanpaolo International Formulas Fund	54942
C.P.F. Investissements S.A.	54918	Silverside Shipping S.A.	54944
DWS Garant	54926	Single Select Hedge Platform	54941
Estate Alliance	54917	Socparlux S.à.r.l.	54957
FDH Patrimoine	54918	Sofie S.à r.l.	54944
FIT Fund	54924	SPL Gestion	54920
Fuchs Calypso Select	54915	StoneCreek Capital International Ltd.	54945
Hottinger International Fund	54914	UFG-LFP Funds	54925
Hottinger International Fund	54918	Uni-Global	54922
Interteil Investissements S.A.	54919	Wazzamba SA	54926

Iridys, Société Anonyme.

Siège social: L-1413 Luxembourg, 3, place Dargent.
R.C.S. Luxembourg B 30.663.

Les Actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le *23 mai 2012* à 11:00 heures au siège social à Luxembourg, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2011
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire
4. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2012051232/15.

7Miglia S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2138 Luxembourg, 24, rue Saint Mathieu.
R.C.S. Luxembourg B 156.077.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu mercredi *23 mai 2012* à 14:00 heures au siège social de la société, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31/12/2011.
2. Approbation du rapport du commissaire aux comptes.
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
4. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2012052368/1267/15.

Hottinger International Fund, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 14, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 24.050.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer les Actionnaires de la SICAV à

l'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui se tiendra au siège social de la SICAV le *25 mai 2012* à 12.00 heures afin de délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

- Adaptation de la SICAV aux dispositions de la loi luxembourgeoise du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif et portant transposition de la directive 2009/65/CE
- Refonte des statuts de la SICAV

L'Assemblée ne délibérera valablement que si la moitié au moins du capital est présente ou représentée. Les résolutions, pour être valables, doivent réunir les deux tiers au moins des voix des Actionnaires exprimées. Des procurations ainsi que le projet de texte des statuts coordonnés sont disponibles, sans frais, sur simple demande auprès du siège social de la SICAV.

Les Actionnaires en nom seront admis sur justification de leur identité, à condition d'avoir, au moins cinq jours francs avant l'Assemblée, informé le Conseil d'Administration (fax: +352 49 924 2501 - ifs.fds@bdl.lu) de leur intention d'assister à l'Assemblée.

Dans le cadre de cette adaptation des statuts, la politique d'investissement des différents compartiments de la SICAV ainsi que les restrictions d'investissement seront adaptées afin d'être conformes aux dispositions prévues de la loi précitée du 17 décembre 2010. Les actionnaires sont invités à se référer au projet de prospectus d'émission disponible auprès du siège social de la SICAV ou d'une agence de la Banque de Luxembourg.

Référence de publication: 2012052378/755/24.

Aktiva Fonder Sicav, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 14, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 155.251.

The Board of Directors is pleased to convene the shareholders of AKTIVA FONDER SICAV to attend the
ANNUAL GENERAL MEETING

to be held at the registered office of the company on 23 May 2012 at 10.45 a.m. (the "Meeting") with the following agenda:

Agenda:

1. Report of the Board of Directors and of the Authorized Auditor
2. Approval of the financial statements as at 31 December 2011
3. Allocation of results
4. Discharge to the Directors
5. Renewal of the mandate of the Authorized Auditor
6. Statutory elections
7. Miscellaneous

The shareholders are advised that no quorum for the statutory general meeting is required and that decisions will be taken by a simple majority of the votes cast. Proxies are available at the registered office of the Sicav. Shareholders, who wish to attend the annual general meeting, are requested to inform the Board of Directors (Fax nr: +352 49 924 2501 - ifs.fds@bdl.lu) at least five calendar days prior to the Meeting.

Référence de publication: 2012052369/755/22.

Fuchs Calypso Select, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 14, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 93.660.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer les Actionnaires de la SICAV à
l'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui se tiendra au siège social de la SICAV le 25 mai 2012 à 16.30 heures afin de délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

- Modification de la dénomination sociale de la SICAV en ISATIS INVESTMENT
- Adaptation de la SICAV aux dispositions de la loi luxembourgeoise du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif et portant transposition de la directive 2009/65/CE
- Modification conséquente de l'objet social de la SICAV, comme suit:
La Société a pour objet exclusif de placer les fonds dont elle dispose en valeurs mobilières, instruments du marché monétaire et autres avoirs autorisés par la Partie I de la loi du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif («Loi de 2010»), dans le but de répartir les risques d'investissement et de faire bénéficier ses actionnaires des résultats de la gestion de son portefeuille. La Société peut prendre toutes les mesures et faire toutes les opérations qu'elle jugera utiles à l'accomplissement et au développement de son objet au sens le plus large dans le cadre de la Partie I de la Loi de 2010.
- Modification subséquente des statuts de la SICAV et refonte des statuts de la SICAV

L'Assemblée ne délibérera valablement que si la moitié au moins du capital est présente ou représentée. Les résolutions, pour être valables, doivent réunir les deux tiers au moins des voix des Actionnaires exprimées. Des procurations ainsi que le projet de texte des statuts coordonnés sont disponibles, sans frais, sur simple demande auprès du siège social de la SICAV.

Les Actionnaires en nom seront admis sur justification de leur identité, à condition d'avoir, au moins cinq jours francs avant l'Assemblée, informé le Conseil d'Administration (fax: +352 49 924 2501 - ifs.fds@bdl.lu) de leur intention d'assister à l'Assemblée.

Dans le cadre de cette adaptation des statuts, la politique d'investissement des différents compartiments de la SICAV ainsi que les restrictions d'investissement seront adaptées afin d'être conformes aux dispositions prévues de la loi précitée du 17 décembre 2010. Les actionnaires sont invités à se référer au projet de prospectus d'émission disponible auprès du siège social de la SICAV ou d'une agence de la Banque de Luxembourg.

Référence de publication: 2012052377/755/32.

Bolux, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 14, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 33.507.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer les actionnaires de la SICAV à
I'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui se tiendra au siège social de la SICAV le 25 mai 2012 à 14:30 heures (l'«Assemblée») afin de délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

- Adaptation de la SICAV aux dispositions de la loi luxembourgeoise du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif et portant transposition de la directive 2009/65/CE
- Refonte des statuts de la SICAV

L'Assemblée ne délibérera valablement que si la moitié au moins du capital est présente ou représentée. Les résolutions, pour être valables, doivent réunir les deux tiers au moins des voix des actionnaires exprimées. Des procurations ainsi que le projet de texte des statuts coordonnés sont disponibles, sans frais, sur simple demande auprès du siège social de la SICAV.

Les actionnaires au porteur qui souhaitent participer à l'Assemblée doivent déposer leurs actions, au moins cinq jours francs avant l'Assemblée, auprès du siège ou d'une agence de la BANQUE DE LUXEMBOURG, Société Anonyme à Luxembourg.

Les Actionnaires en nom seront admis sur justification de leur identité, à condition d'avoir, au moins cinq jours francs avant l'Assemblée, informé le Conseil d'Administration (fax: +352 49 924 2501 - ifs.fds@bdl.lu) de leur intention d'assister à l'Assemblée.

Dans le cadre de cette adaptation des statuts, le prospectus a été refondu afin d'être conforme aux dispositions prévues de la loi précitée du 17 décembre 2010. Les actionnaires sont invités à se référer au projet de prospectus d'émission disponible auprès du siège social de la SICAV ou d'une agence de la Banque de Luxembourg.

Référence de publication: 2012052370/755/27.

CMG Food & Beverage S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2138 Luxembourg, 24, rue St. Mathieu.
R.C.S. Luxembourg B 131.900.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

I'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu jeudi 24 mai 2012 à 11:00 heures au siège social de la société, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31/12/2011.
2. Approbation du rapport de gestion et du rapport du commissaire aux comptes.
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
4. Renouvellement et/ou nomination des administrateurs et du commissaire aux comptes.
5. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2012052372/1267/16.

CIC CH Fund, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 14, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 75.914.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer les Actionnaires de la SICAV à

I'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui se tiendra au siège social de la SICAV le 25 mai 2012 à 16.00 heures afin de délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

- Changement de la dénomination sociale de la SICAV en «CIC CH»;
- Adaptation de la SICAV aux dispositions de la loi luxembourgeoise du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif et portant transposition de la directive 2009/65/CE;
- Refonte des statuts de la SICAV;

- Changement de la langue officielle de la SICAV du français vers l'allemand.

L'Assemblée ne délibérera valablement que si la moitié au moins du capital est présente ou représentée. Les résolutions, pour être valables, doivent réunir les deux tiers au moins des voix des Actionnaires exprimées. Des procurations ainsi que le projet de texte des statuts coordonnés sont disponibles, sans frais, sur simple demande auprès du siège social de la SICAV.

Les Actionnaires en nom seront admis sur justification de leur identité, à condition d'avoir, au moins cinq jours francs avant l'Assemblée, informé le Conseil d'Administration (+352/49.924.2501 / ifs.fds@bdl.lu) de leur intention d'assister à l'Assemblée.

Dans le cadre de cette adaptation des statuts, le prospectus a également été refondu afin d'être conforme aux dispositions de la loi précitée du 17 décembre 2010. Les actionnaires sont invités à se référer au projet de prospectus d'émission disponible auprès du siège social de la SICAV ou d'une agence de la Banque de Luxembourg.

Référence de publication: 2012052371/755/25.

Conventum, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 14, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 70.125.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer les Actionnaires de la SICAV à

l'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui se tiendra au siège social de la SICAV le 25 mai 2012 à 11:30 heures afin de délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

- Adaptation de la SICAV aux dispositions de la loi luxembourgeoise du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif et portant transposition de la directive 2009/65/CE
- Refonte des statuts de la SICAV

L'Assemblée ne délibérera valablement que si la moitié au moins du capital est présente ou représentée. Les résolutions, pour être valables, doivent réunir les deux tiers au moins des voix des Actionnaires exprimées. Des procurations ainsi que le projet de texte des statuts coordonnés sont disponibles, sans frais, sur simple demande auprès du siège social de la SICAV.

Les Actionnaires au porteur qui souhaitent participer à l'Assemblée doivent déposer leurs actions, au moins cinq jours francs avant l'Assemblée, auprès du siège ou d'une agence de la BANQUE DE LUXEMBOURG, Société Anonyme à Luxembourg.

Les Actionnaires en nom seront admis sur justification de leur identité, à condition d'avoir, au moins cinq jours francs avant l'Assemblée, informé le Conseil d'Administration (fax: +352 49 924 2501 - ifs.fds@bdl.lu) de leur intention d'assister à l'Assemblée.

Référence de publication: 2012052373/755/23.

Estate Alliance, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 14, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 159.126.

The Board of Directors convenes the Shareholders of the SICAV to attend the

EXTRAORDINARY GENERAL MEETING

(the "Meeting") to be held at the registered office of the SICAV on 25 May 2012 at 17.00 p.m. with the following agenda:

Agenda:

- Amendment of the articles of association of the SICAV with regards to the Luxembourg law of 17 December 2010 relating to undertakings for collective investment and implementing the Directive 2009/65/EC
- Rewriting of the articles of association of the SICAV.

Shareholders are advised that a quorum of fifty percent of the share capital of the SICAV is required for the Meeting and that decisions will be taken by a majority of two thirds of the votes cast. Proxies are available at the registered office of the SICAV. Shareholders who wish to attend the Meeting must inform the Board of Directors (Fax nr: +352 49 924 2501 - ifs.fds@bdl.lu) at least five calendar days before the Meeting.

Shareholders may consult the draft updated prospectus and articles of association with the registered office of the SICAV or Banque de Luxembourg (14, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg).

Shareholders are informed that the investment horizon has been set at "at least 5 years" instead of "more than 12 months" previously.

Référence de publication: 2012052375/755/22.

C.P.F. Investissements S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5811 Fentange, 67, rue de Bettembourg.

R.C.S. Luxembourg B 107.579.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

I'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu vendredi 1^{er} juin 2012 à 10:00 heures au siège social de la société, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31/12/2011.
2. Approbation du rapport du commissaire aux comptes.
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
4. Décision à prendre conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales.
5. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2012052374/1267/16.

FDH Patrimoine, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 14, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 107.998.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer les Actionnaires de la SICAV à

I'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui se tiendra au siège social de la SICAV le 25 mai 2012 à 14.00 heures afin de délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

- Adaptation de la SICAV aux dispositions de la loi luxembourgeoise du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif et portant transposition de la directive 2009/65/CE
- Refonte des statuts de la SICAV

L'Assemblée ne délibérera valablement que si la moitié au moins du capital est présente ou représentée. Les résolutions, pour être valables, doivent réunir les deux tiers au moins des voix des Actionnaires exprimées. Des procurations ainsi que le projet de texte des statuts coordonnés sont disponibles, sans frais, sur simple demande auprès du siège social de la SICAV.

Les Actionnaires en nom seront admis sur justification de leur identité, à condition d'avoir, au moins cinq jours francs avant l'Assemblée, informé le Conseil d'Administration (fax: +352 49 924 2501 - ifs.fds@bdl.lu) de leur intention d'assister à l'Assemblée.

Dans le cadre de cette adaptation des statuts, le prospectus a également été refondu afin d'être conforme aux dispositions de la loi précitée du 17 décembre 2010. Les actionnaires sont invités à se référer au projet de prospectus d'émission disponible auprès du siège social de la SICAV ou d'une agence de la Banque de Luxembourg.

Référence de publication: 2012052376/755/23.

Hottinger International Fund, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 14, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 24.050.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer les Actionnaires de la Sicav HOTTINGER INTERNATIONAL FUND à

I'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 28 mai 2012 à 11.00 heures au siège social, afin de délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport du Conseil d'Administration et du réviseur d'entreprises agréé
2. Approbation des comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2011
3. Affectation des résultats
4. Quitus aux Administrateurs
5. Renouvellement du mandat du réviseur d'entreprises agréé
6. Nominations statutaires.

Les Actionnaires sont informés que l'Assemblée n'a pas besoin de quorum pour délibérer valablement. Les résolutions, pour être valables, doivent réunir la majorité des voix exprimées des Actionnaires présents ou représentés. Des procurations sont disponibles au siège social de la Sicav.

Pour pouvoir assister à la présente Assemblée, les détenteurs d'actions au porteur doivent déposer leurs actions, au moins cinq jours francs avant l'Assemblée, auprès du siège de la BANQUE DE LUXEMBOURG, Société Anonyme à Luxembourg. Les Actionnaires en nom seront admis sur justification de leur identité, à condition d'avoir, au moins cinq jours francs avant l'Assemblée, informé le Conseil d'Administration (fax: +352 49 924 2501 - ifs.fds@bdl.lu) de leur intention d'assister à l'Assemblée.

Référence de publication: 2012052379/755/25.

Interteil Investissements S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2138 Luxembourg, 24, rue Saint-Mathieu.
R.C.S. Luxembourg B 156.970.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu mercredi 23 mai 2012 à 10:00 heures au siège social de la société, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31/12/2011.
2. Approbation du rapport du commissaire aux comptes.
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
4. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2012052380/1267/15.

Northland Resources S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7A, rue Robert Stümper.
R.C.S. Luxembourg B 151.150.

Notice is hereby given that the

ANNUAL GENERAL MEETING

of the shareholders of the Company will be held at 7A, rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg on May 16, 2012 at 10 a.m. (CET), for the following purposes:

Agenda:

1. Approval of the reports of (i) the board of directors of the Company and (ii) the independent auditor of the Company on the consolidated annual accounts of the Company (the "Consolidated Annual Accounts") for the financial year ended as of December 31, 2011 (the "Financial Year") and on the annual accounts of the Company for the Financial Year (the "Annual Accounts");
2. Approval of the Annual Accounts and allocation of the result for the Financial Year;
3. Approval of the Consolidated Annual Accounts;
4. Discharge (quitus) to the members of the board of directors of the Company for the exercise of their mandate during the Financial Year;
5. Renewal of the mandate of the members of the board of directors until the next annual general meeting;
6. Appointment of Mr. Carl-Michael Raihle as an additional director of the Company;
7. Renewal of the mandate of Ernst & Young S.A. as independent auditor (réviseur d'entreprise agréé) until the next annual general meeting;
8. Approval of fees to non-executive members of the board of directors of CAD 60,000 per annum, with an additional CAD 20,000 per annum to the director serving as the Audit Committee Chair, and an additional CAD 10,000 per annum to each director serving as the Chair of any other Committee;
9. Approval of a revised stock option plan as set forth in the Company's Information Circular dated April 19, 2012, relating to options to subscribe for shares of the Company to be granted to certain directors, officers, employees and service providers of the Company;
10. Authorization and empowerment of any director of the Company, or the Chief Executive Officer, acting on behalf of the board of directors, to do all other acts and things as they shall at their discretion deem necessary or desirable for the purpose of giving effect to any of the above items of the agenda and to see to and to accomplish any necessary formalities with the relevant Luxembourg authorities in relation to the items of this agenda, including, but not limited to, the filing of documents with the Luxembourg Register of Commerce and Companies and the publication

- of excerpts in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations, and generally to perform any other action that may be necessary or useful in relation thereto; and
11. To transact such further or other business as may properly come before the meeting or any adjournment or adjournments thereof.

Shareholders are hereby informed that the resolutions shall be passed by a majority of the votes cast irrespective of the number of shares present or represented.

Shareholders who are unable to attend the meeting are requested to complete, date, sign and return the enclosed form of proxy in accordance with the instructions set out in the proxy and in the Information Circular accompanying this notice. A Shareholder who wishes to attend the meeting may register with the Scrutineer before the meeting begins.

Dated April 19, 2012.

BY ORDER OF THE BOARD

Karl-Axel Waplan
President & CEO

If you are a non-registered shareholder of the Company and receive these materials through your broker or through another intermediary, please complete and return the materials in accordance with the instructions provided to you by your broker or by the other intermediary. Failure to do so may result in your shares not being eligible to be voted by proxy at the meeting. See "Non-Registered Holders" in the accompanying Information Circular.

Référence de publication: 2012049567/250/51.

SPL Gestion, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 14, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 156.431.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer les actionnaires de la SICAV à
I'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui se tiendra au siège social de la SICAV le 25 mai 2012 à 15:00 heures («l'Assemblée») afin de délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

- Adaptation de la SICAV aux dispositions de la loi luxembourgeoise du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif et portant transposition de la directive 2009/65/CE
- Refonte des statuts de la SICAV

L'Assemblée ne délibérera valablement que si la moitié au moins du capital est présente ou représentée. Les résolutions, pour être valables, doivent réunir les deux tiers au moins des voix des Actionnaires exprimées. Des procurations ainsi que le projet de texte des statuts coordonnés sont disponibles, sans frais, sur simple demande auprès du siège social de la SICAV.

Les Actionnaires en nom seront admis sur justification de leur identité, à condition d'avoir, au moins cinq jours francs avant l'Assemblée, informé le Conseil d'Administration (fax: +352 49 924 2501 - ifs.fds@bdl.lu) de leur intention d'assister à l'Assemblée.

Dans le cadre de cette adaptation des statuts, le prospectus a été refondu afin d'être conforme aux dispositions prévues de la loi précitée du 17 décembre 2010. Les actionnaires sont invités à se référer au projet de prospectus d'émission disponible auprès du siège social de la SICAV ou d'une agence de la Banque de Luxembourg.

Référence de publication: 2012052383/755/24.

Corporate II, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1115 Luxembourg, 2, boulevard Konrad Adenauer.
R.C.S. Luxembourg B 131.531.

Die Anteilinhaber der SICAV Corporate II werden hiermit zur

ORDENTLICHEN GENERALVERSAMMLUNG

eingeladen, die am 15. Mai 2012 um 11.30 Uhr in den Geschäftsräumen der Gesellschaft stattfindet.

Tagesordnung:

1. Bericht des Verwaltungsrates und des Wirtschaftsprüfers.
2. Genehmigung der vom Verwaltungsrat vorgelegten Bilanz sowie Gewinn- und Verlustrechnung für das Geschäftsjahr zum 31. Dezember 2011.
3. Entlastung des Verwaltungsrates.

4. Verwendung des Jahresergebnisses.
5. Bestellung des Wirtschaftsprüfers.
6. Statutarische Ernennungen.
7. Verschiedenes.

Zur Teilnahme an der ordentlichen Generalversammlung und zur Ausübung des Stimmrechts sind diejenigen Anteilinhaber berechtigt, die bis spätestens 10. Mai 2012 die Depotbestätigung eines Kreditinstitutes bei der Gesellschaft einreichen, aus der hervorgeht, dass die Anteile bis zur Beendigung der Hauptversammlung gesperrt gehalten werden. Anteilinhaber können sich auch von einer Person vertreten lassen, die hierzu schriftlich bevollmächtigt ist.

Die ordnungsgemäß einberufene Generalversammlung vertritt sämtliche Anteilinhaber. Die Anwesenheit einer Mindestanzahl von Anteilinhabern ist nicht erforderlich. Beschlüsse werden mit einfacher Mehrheit der vertretenen Anteile gefasst.

Luxemburg, im April/Mai 2012.

Der Verwaltungsrat .

Référence de publication: 2012048514/755/26.

REYL (Lux) GLOBAL FUNDS, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 14, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 90.383.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer les Actionnaires de la SICAV à

l'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui se tiendra au siège social de la SICAV le 25 mai 2012 à 15.30 heures afin de délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Adaptation de la SICAV aux dispositions de la loi luxembourgeoise du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif et portant transposition de la directive 2009/65/CE
2. Refonte des statuts de la SICAV

L'Assemblée ne délibérera valablement que si la moitié au moins du capital est présente ou représentée. Les résolutions, pour être valables, doivent réunir les deux tiers au moins des voix des Actionnaires exprimées. Des procurations ainsi que le projet de texte des statuts coordonnés sont disponibles, sans frais, sur simple demande auprès du siège social de la SICAV.

Les Actionnaires en nom seront admis sur justification de leur identité, à condition d'avoir, au moins cinq jours francs avant l'Assemblée, informé le Conseil d'Administration (fax: +352 49 924 2501 - ifs.fds@bdl.lu) de leur intention d'assister à l'Assemblée.

Dans le cadre de cette adaptation des statuts, le prospectus a également été refondu afin d'être conforme aux dispositions de la loi précitée du 17 décembre 2010. Les actionnaires sont invités à se référer au projet de prospectus d'émission disponible auprès du siège social de la SICAV ou d'une agence de la Banque de Luxembourg.

Référence de publication: 2012052382/755/23.

Poppediño S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2138 Luxembourg, 24, rue Saint Mathieu.

R.C.S. Luxembourg B 156.081.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu mercredi 23 mai 2012 à 14:00 heures au siège social de la société, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31/12/2011.
2. Approbation du rapport du commissaire aux comptes.
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
4. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2012052381/1267/15.

Uni-Global, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 9, boulevard du Prince Henri.
R.C.S. Luxembourg B 38.908.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer les Actionnaires de la SICAV à

I'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui se tiendra au siège social de la SICAV le 25 mai 2012 à 11.00 heures afin de délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

- Adaptation de la SICAV aux dispositions de la loi luxembourgeoise du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif et portant transposition de la directive 2009/65/CE
- Refonte des statuts de la SICAV

L'Assemblée ne délibérera valablement que si la moitié au moins du capital est présente ou représentée. Les résolutions, pour être valables, doivent réunir les deux tiers au moins des voix des Actionnaires exprimées. Des procurations ainsi que le projet de texte des statuts coordonnés sont disponibles, sans frais, sur simple demande auprès du siège social de la SICAV.

Les Actionnaires en nom seront admis sur justification de leur identité, à condition d'avoir, au moins cinq jours francs avant l'Assemblée, informé le Conseil d'Administration (fax: +352 49 924 2501 - ifs.fds@bdl.lu) de leur intention d'assister à l'Assemblée.

Dans le cadre de cette adaptation des statuts, le prospectus a été refondu afin d'être conforme aux dispositions prévues de la loi précitée du 17 décembre 2010. Les actionnaires sont invités à se référer au projet de prospectus d'émission disponible auprès du siège social de la SICAV ou d'une agence de la Banque de Luxembourg.

Référence de publication: 2012052384/755/23.

BPER International Sicav, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 30, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 61.517.

The shareholders of BPER INTERNATIONAL SICAV are invited to the

ANNUAL GENERAL MEETING

of the company that will take place at its registered office on 16 May 2012 at 11.00 a.m. (Luxembourg time) with the following

Agenda:

1. Report of the Board of Directors and of the Auditor
2. Approval of the annual accounts as of 31 December 2011
3. Decision on the allocation of the results
4. Discharge to be given to the members of the Board of Directors
5. Statutory elections
6. Auditor's mandate
7. Miscellaneous

The latest version of the Annual Report is available free of charge during normal office hours at the registered office of the Company in Luxembourg.

In order to participate in the Annual General Meeting, the shareholders need to deposit their shares at the latest at 16:00 (Luxembourg time) five days prior to the Annual General Meeting with the Custodian Bank, UBS (Luxembourg) S.A., 33A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg or at any other appointed paying agent. The majority at the annual general meeting shall be determined according to the shares issued and outstanding at midnight (Luxembourg time) five days prior to the Annual General Meeting (referred to as "record date"). There will be no requirement as to the quorum in order for the Annual General Meeting to validly deliberate and decide on the matters listed in the agenda; resolutions will be passed by the simple majority of the shares present or represented at the meeting. At the Annual General Meeting, each share entitles to one vote. The rights of the shareholders to attend the Annual General Meeting and to exercise the voting right attached to their shares are determined in accordance with the shares held at the record date.

If you cannot attend this meeting and if you want to be represented by the chairman of the Annual General Meeting, please return a proxy, dated and signed by fax and/or mail at the latest five days prior to the Annual General Meeting (the "record date") to the attention of the Company Secretary at UBS FUND SERVICES (LUXEMBOURG) S.A., 33A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, fax number +352 441010 6249. Proxy forms may be obtained by simple request at the same address.

The proxy form will only be valid if it includes the shareholder's and his/her/its legal representative's first name, surname and number of shares held at the record date and official address and signature as well as voting instructions. Incomplete or erroneous proxy forms or proxy forms, which do not comply with the formalities described therein, will not be taken into account.

The Board of Directors.

Référence de publication: 2012049027/755/39.

Corporate III, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1115 Luxembourg, 2, boulevard Konrad Adenauer.
 R.C.S. Luxembourg B 131.532.

Die Anteilinhaber der SICAV Corporate III werden hiermit zur
ORDENTLICHEN GENERALVERSAMMLUNG
 eingeladen, die am *15. Mai 2012* um 12.00 Uhr in den Geschäftsräumen der Gesellschaft stattfindet.

Tagesordnung:

1. Bericht des Verwaltungsrates und des Wirtschaftsprüfers.
2. Genehmigung der vom Verwaltungsrat vorgelegten Bilanz sowie Gewinn- und Verlustrechnung für das Geschäftsjahr zum 31. Dezember 2011.
3. Entlastung des Verwaltungsrates.
4. Verwendung des Jahresergebnisses.
5. Bestellung des Wirtschaftsprüfers.
6. Statutarische Ernennungen.
7. Verschiedenes.

Zur Teilnahme an der ordentlichen Generalversammlung und zur Ausübung des Stimmrechts sind diejenigen Anteilinhaber berechtigt, die bis spätestens 10. Mai 2012 die Depotbestätigung eines Kreditinstitutes bei der Gesellschaft einreichen, aus der hervorgeht, dass die Anteile bis zur Beendigung der Hauptversammlung gesperrt gehalten werden. Anteilinhaber können sich auch von einer Person vertreten lassen, die hierzu schriftlich bevollmächtigt ist.

Die ordnungsgemäß einberufene Generalversammlung vertritt sämtliche Anteilinhaber. Die Anwesenheit einer Mindestanzahl von Anteilinhabern ist nicht erforderlich. Beschlüsse werden mit einfacher Mehrheit der vertretenen Anteile gefasst.

Luxemburg, im April/Mai 2012.

Der Verwaltungsrat .

Référence de publication: 2012048515/755/26.

Beliere Holding S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-9990 Weiswampach, 45, Duarrefstrooss.
 R.C.S. Luxembourg B 6.464.

Convocation à

I'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

du *18 mai 2012* à 11.30 heures, au siège de la société.

L'ordre du jour est le suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'administration;
2. Rapport du Commissaire aux comptes;
3. Approbation du bilan et du compte des profits et pertes arrêtés au 31 décembre 2011
 - Décision de l'affectation du résultat;
4. Décharge aux Administrateurs;
5. Décharge au Commissaire aux comptes;
6. Démissions - Nominations
7. Divers

Assemblée convoquée par le Conseil d'Administration.

Dépôt des «titres action»: au siège de la société ou par envoi recommandé à la poste 8 jours avant la tenue de l'assemblée.

Référence de publication: 2012043429/22.

Multis S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8070 Bertrange, 10B, rue des Mérovingiens.
R.C.S. Luxembourg B 88.538.

Mesdames et Messieurs les Actionnaires de la société MULTIS S.A. dont le siège social est situé 10B, rue des Mérovingiens, L-8070 Bertrange sont invités à participer à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE STATUTAIRE

des Actionnaires qui se réunira au 10B, rue des Mérovingiens, L-8070 Bertrange, le 14 mai 2012 à 15.00 heures pour délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Lecture des rapports des décisions circulaires du Conseil d'Administration et du Commissaire aux comptes concernant les comptes annuels arrêtés au 31.12.2010
2. Approbation des comptes annuels arrêtés au 31.12.2010 et affectation des résultats
3. Décharge à accorder aux Administrateurs et au Commissaire aux comptes FIDUO (anciennement MAZARS) pour l'exercice de leur mandat
4. Décision de la continuation de l'exploitation de la société en application de l'article 100 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales
5. Nomination d'un nouveau Commissaire aux comptes
6. Divers

Pour assister à cette Assemblée, Mesdames et Messieurs les Actionnaires sont priés de déposer leurs titres ou certificats de blocage cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social de la société.

L'Assemblée pourra valablement délibérer sur l'ordre du jour selon la réglementation en vigueur.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2012048527/25.

FIT Fund, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-7307 Steinsel, 50, rue Basse.
R.C.S. Luxembourg B 22.648.

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

des actionnaires se tiendra le mardi 14 mai 2012 à 10.00 heures au siège de la société, 50, rue Basse à Steinsel avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapports du Conseil d'administration et du Réviseur d'entreprises pour l'exercice clôturé au 31 décembre 2011.
2. Approbation de l'état des actifs nets et de l'état des variations des actifs nets pour l'exercice clôturé au 31 décembre 2011; affectation des résultats.
3. Décharge aux administrateurs pour l'exercice clôturé au 31 décembre 2011.
4. Nominations statutaires.
5. Divers.

Les actionnaires ayant l'intention d'assister à cette assemblée sont priés de bien vouloir en aviser la société par lettre, télécopie ou téléphone au moins une heure avant l'ouverture de ladite assemblée.

Référence de publication: 2012046451/18.

Mineta S.A., Société Anonyme (en liquidation).

Siège social: L-2714 Luxembourg, 2, rue du Fort Wallis.
R.C.S. Luxembourg B 17.957.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

des actionnaires qui aura lieu le vendredi, 18 mai 2012 à 10.00 heures au 163, rue du Kiem à L-8030 Strassen, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Présentation du bilan arrêté au 31 décembre 2011
2. Présentation du rapport intermédiaire des liquidateurs

Pour prendre part à cette assemblée, Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs actions au porteur le mercredi, 9 mai 2012 entre 9.00 et 12.00 heures au siège social 2, rue du Fort Wallis à Luxembourg.

Le Collège des Liquidateurs.

Référence de publication: 2012048000/16.

UFG-LFP Funds, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 14, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 66.785.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer les Actionnaires de la Sicav UFG-LFP FUNDS à
I'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le *15 mai 2012* à 15.30 heures au siège social, afin de délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport du Conseil d'Administration et du réviseur d'entreprises agréé
2. Approbation des comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2011
3. Affectation des résultats
4. Quitus aux Administrateurs
5. Renouvellement du mandat du réviseur d'entreprises agréé
6. Nominations statutaires
7. Divers

Les Actionnaires sont informés que l'Assemblée n'a pas besoin de quorum pour délibérer valablement. Les résolutions, pour être valables, doivent réunir la majorité des voix exprimées des Actionnaires présents ou représentés. Des procurations sont disponibles au siège social de la Sicav. Les Actionnaires en nom seront admis sur justification de leur identité, à condition d'avoir, au moins cinq jours francs avant l'Assemblée, informé le Conseil d'Administration (fax: +352 49 924 2501 - ifs.fds@bdl.lu) de leur intention d'assister à l'Assemblée.

Référence de publication: 2012050108/755/22.

Corporate IV, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1115 Luxembourg, 2, boulevard Konrad Adenauer.

R.C.S. Luxembourg B 141.161.

Die Anteilinhaber der SICAV Corporate IV werden hiermit zur
ORDENTLICHEN GENERALVERSAMMLUNG

eingeladen, die am *15. Mai 2012* um 11.00 Uhr in den Geschäftsräumen der Gesellschaft stattfindet.

Tagesordnung:

1. Bericht des Verwaltungsrates und des Wirtschaftsprüfers.
2. Genehmigung der vom Verwaltungsrat vorgelegten Bilanz sowie Gewinn- und Verlustrechnung für das Geschäftsjahr zum 31. Dezember 2011.
3. Entlastung des Verwaltungsrates.
4. Verwendung des Jahresergebnisses.
5. Bestellung des Wirtschaftsprüfers.
6. Statutarische Ernennungen.
7. Verschiedenes.

Zur Teilnahme an der ordentlichen Generalversammlung und zur Ausübung des Stimmrechts sind diejenigen Anteilinhaber berechtigt, die bis spätestens 10. Mai 2012 die Depotbestätigung eines Kreditinstitutes bei der Gesellschaft einreichen, aus der hervorgeht, dass die Anteile bis zur Beendigung der Hauptversammlung gesperrt gehalten werden. Anteilinhaber können sich auch von einer Person vertreten lassen, die hierzu schriftlich bevollmächtigt ist.

Die ordnungsgemäß einberufene Generalversammlung vertritt sämtliche Anteilinhaber. Die Anwesenheit einer Mindestanzahl von Anteilinhabern ist nicht erforderlich. Beschlüsse werden mit einfacher Mehrheit der vertretenen Anteile gefasst.

Luxemburg, im April/Mai 2012.

Der Verwaltungsrat .

Référence de publication: 2012048516/755/26.

Wazzamba SA, Société Anonyme.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.
R.C.S. Luxembourg B 144.233.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui se tiendra le *16 mai 2012* à 17.30 heures à l'Etude Maître Martine SCHAEFFER, 74, avenue Victor Hugo, L-1750 Luxembourg.

Ordre du jour:

1. Emission d'un emprunt obligataire convertible «zéro bond» pour un montant nominal total de deux millions cinq cent mille euros (EUR 2.500.000,-).
2. Divers.

Pour participer à ladite assemblée, les actionnaires déposeront leurs actions, respectivement le certificat de dépôt au bureau de l'assemblée générale, cinq jours francs avant la date de l'assemblée générale.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2012048535/693/17.

Corporate Special, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1115 Luxembourg, 2, boulevard Konrad Adenauer.
R.C.S. Luxembourg B 132.035.

Die Anteilinhaber der SICAV Corporate Special werden hiermit zur

ORDENTLICHEN GENERALVERSAMMLUNG

eingeladen, die am *15. Mai 2012* um 13.00 Uhr in den Geschäftsräumen der Gesellschaft stattfindet.

Tagesordnung:

1. Bericht des Verwaltungsrates und des Wirtschaftsprüfers.
2. Genehmigung der vom Verwaltungsrat vorgelegten Bilanz sowie Gewinn- und Verlustrechnung für das Geschäftsjahr zum 31. Dezember 2011.
3. Entlastung des Verwaltungsrates.
4. Verwendung des Jahresergebnisses.
5. Bestellung des Wirtschaftsprüfers.
6. Statutarische Ernennungen.
7. Verschiedenes.

Zur Teilnahme an der ordentlichen Generalversammlung und zur Ausübung des Stimmrechts sind diejenigen Anteilinhaber berechtigt, die bis spätestens 10. Mai 2012 die Depotbestätigung eines Kreditinstitutes bei der Gesellschaft einreichen, aus der hervorgeht, dass die Anteile bis zur Beendigung der Hauptversammlung gesperrt gehalten werden. Anteilinhaber können sich auch von einer Person vertreten lassen, die hierzu schriftlich bevollmächtigt ist.

Die ordnungsgemäß einberufene Generalversammlung vertritt sämtliche Anteilinhaber. Die Anwesenheit einer Mindestanzahl von Anteilinhabern ist nicht erforderlich. Beschlüsse werden mit einfacher Mehrheit der vertretenen Anteile gefasst.

Luxemburg, im April/Mai 2012.

Der Verwaltungsrat .

Référence de publication: 2012048517/755/26.

DWS Garant, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1115 Luxembourg, 2, boulevard Konrad Adenauer.
R.C.S. Luxembourg B 130.754.

Die Anteilinhaber der SICAV DWS Garant werden hiermit zur

ORDENTLICHEN GENERALVERSAMMLUNG

eingeladen, die am *15. Mai 2012* um 12:30 Uhr in den Geschäftsräumen der Gesellschaft stattfindet.

Tagesordnung:

1. Bericht des Verwaltungsrates und des Wirtschaftsprüfers.
2. Genehmigung der vom Verwaltungsrat vorgelegten Bilanz sowie Gewinn- und Verlustrechnung für das Geschäftsjahr zum 31. Dezember 2011.

3. Entlastung des Verwaltungsrates.
4. Verwendung des Jahresergebnisses.
5. Bestellung des Wirtschaftsprüfers.
6. Statutarische Ernennungen.
7. Verschiedenes.

Zur Teilnahme an der ordentlichen Generalversammlung und zur Ausübung des Stimmrechts sind diejenigen Anteilinhaber berechtigt, die bis spätestens 10. Mai 2012 die Depotbestätigung eines Kreditinstitutes bei der Gesellschaft einreichen, aus der hervorgeht, dass die Anteile bis zur Beendigung der Hauptversammlung gesperrt gehalten werden. Anteilinhaber können sich auch von einer Person vertreten lassen, die hierzu schriftlich bevollmächtigt ist.

Die ordnungsgemäß einberufene Generalversammlung vertritt sämtliche Anteilinhaber. Die Anwesenheit einer Mindestanzahl von Anteilinhabern ist nicht erforderlich. Beschlüsse werden mit einfacher Mehrheit der vertretenen Anteile gefasst.

Luxemburg, im April/Mai 2012.

Der Verwaltungsrat.

Référence de publication: 2012048519/755/26.

Meridio Islamic Funds, Société d'Investissement à Capital Variable (en liquidation).

Siège social: L-5365 Munsbach, 1B, rue Gabriel Lippmann.
 R.C.S. Luxembourg B 149.459.

Die Aktionäre der MERIDIO ISLAMIC FUNDS (SICAV) (in Liquidation) werden hiermit zu einer

AUSSERORDENTLICHEN GENERALVERSAMMLUNG

der Aktionäre eingeladen, die am 16. Mai 2012 um 09.30 Uhr am Amtssitz des Notars Henri HELLINCKX, 101, rue Cents, L-1319 LUXEMBOURG stattfindet.

Die Tagesordnung lautet wie folgt:

Tagesordnung:

1. Genehmigung des Liquidationsberichts
2. Auflösung der Gesellschaft
3. Entlastung des Liquidators

Die Punkte der Tagesordnung unterliegen keiner Anwesenheitsbedingung und die Beschlüsse werden durch die einfache Mehrheit der abgegebenen Stimmen der anwesenden oder vertretenen Aktionäre gefasst.

Aktionäre, die ihren Aktienbestand in einem Depot bei einer Bank unterhalten, werden gebeten, ihre depotführende Bank mit der Übersendung einer Depotbestandsbescheinigung zu beauftragen, die bestätigt, dass die Aktien bis nach der ordentlichen Generalversammlung gesperrt gehalten werden. Die Depotbestandsbescheinigung muss der Gesellschaft fünf Arbeitstage vor der ordentlichen Generalversammlung vorliegen. Weiterhin können Aktionäre sich vertreten lassen. Entsprechende Vollmachten sind am Sitz der Gesellschaft erhältlich.

Aktionäre, die an der ausserordentlichen Generalversammlung teilnehmen möchten, müssen sich zum o.g. Stichtag vor der ausserordentlichen Generalversammlung am Sitz der Gesellschaft anmelden.

Der Verwaltungsrat.

Référence de publication: 2012049566/25.

REYL (Lux) GLOBAL FUNDS, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 14, boulevard Royal.
 R.C.S. Luxembourg B 90.383.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer les Actionnaires de la SICAV REYL (LUX) GLOBAL FUNDS à
 l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 16 mai 2012 à 15.00 heures au siège social, afin de délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport du Conseil d'Administration et du Réviseur d'Entreprises agréé
2. Approbation des comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2011
3. Affectation des résultats
4. Quitus aux Administrateurs
5. Renouvellement du mandat du Réviseur d'Entreprises agréé
6. Nominations statutaires

Les Actionnaires sont informés que l'Assemblée n'a pas besoin de quorum pour délibérer valablement. Les résolutions, pour être valables, doivent réunir la majorité des voix exprimées des Actionnaires présents ou représentés. Des procurations sont disponibles au siège social de la SICAV.

Pour pouvoir assister à la présente Assemblée, les détenteurs d'actions au porteur doivent déposer leurs actions, au moins cinq jours francs avant l'Assemblée, auprès du siège ou d'une agence de la BANQUE DE LUXEMBOURG, Société Anonyme à Luxembourg.

Les Actionnaires en nom seront admis sur justification de leur identité, à condition d'avoir, au moins cinq jours francs avant l'Assemblée, informé le Conseil d'Administration (fax: +352 49 924 2501; e-mail: ifs.fds@bdl.lu) de leur intention d'assister à l'Assemblée.

Référence de publication: 2012049571/755/25.

Reyl (Lux) Tactical Allocations, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 14, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 121.911.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer les Actionnaires de la SICAV REYL (LUX) TACTICAL ALLOCATIONS à

I'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 16 mai 2012 à 15.30 heures au siège social, afin de délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport du Conseil d'Administration et du Réviseur d'Entreprises agréé
2. Approbation des comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2011
3. Affectation des résultats
4. Quitus aux Administrateurs
5. Renouvellement du mandat du Réviseur d'Entreprises agréé
6. Nominations statutaires

Les Actionnaires sont informés que l'Assemblée n'a pas besoin de quorum pour délibérer valablement. Les résolutions, pour être valables, doivent réunir la majorité des voix exprimées des Actionnaires présents ou représentés. Des procurations sont disponibles au siège social de la SICAV.

Pour pouvoir assister à la présente Assemblée, les détenteurs d'actions au porteur doivent déposer leurs actions, au moins cinq jours francs avant l'Assemblée, auprès du siège ou d'une agence de la BANQUE DE LUXEMBOURG, Société Anonyme à Luxembourg.

Les Actionnaires en nom seront admis sur justification de leur identité, à condition d'avoir, au moins cinq jours francs avant l'Assemblée, informé le Conseil d'Administration (fax: +352 49 924 2501; e-mail: ifs.fds@bdl.lu) de leur intention d'assister à l'Assemblée.

Référence de publication: 2012049572/755/26.

Orco Property Group, Société Anonyme.

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.

R.C.S. Luxembourg B 44.996.

A GENERAL MEETING

of the holders of bonds (the "Bondholders") registered under ISIN code: XS0223586420 as described in the Prospectus (as defined below) issued by the Company in relation to the issue of EUR 24,169,193.39 bonds exchangeable in Suncani Hvar shares issued by OPG on 30 June 2005, represented by 928,513 bonds of 26.03 EUR each (the "Bonds 2012"), for which the visa on the prospectus was delivered by the CSSF on December 20, 2005 (the "Prospectus"), will be held at 42, rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, on May 15, 2012 at 8:00 AM Central European time ("CET") (the "Bondholders Meeting"), in order to consider and resolve on the following agenda:

Agenda:

1. Approval of the terms and conditions of the exchange of up to 89.9% of all Bonds 2012 for a consideration consisting in newly issued common shares (the "Shares") of the Company ("OPG Conversion"), including but not limited to, discussion and approval of the terms and conditions of the OPG Conversion (as such terms may be amended), approval of all steps and actions, and entering into and performance of all the transactions, documents, agreements contemplated, needed or useful in connection with the OPG Conversion, after presentation to the Bondholders of (i) interim accounting situation of the Company, reviewed and certified by its auditor and (ii) a report established by the board of directors of the Company, explaining the reasons of the OPG Conversion.
2. Delegation of power for implementation of the OPG Conversion to one of the représentant de la masse, including, but not limited to, the power and mandate to finalize the terms and conditions of the OPG Conversion and to

negotiate and agree the final terms and conditions of the OPG Conversion, subject to any non-substantial changes to such terms and conditions of the OPG Conversion, as approved by the meeting, to negotiate, finalize and sign any document, (including, but not limited to, any contribution agreement or subscription agreement) in connection with the OPG Conversion and the subscription of the Shares on behalf of the Bondholders and to redistribute the Shares to the Bondholders, and power to perform and execute all steps and actions, and entering into and performance of all the transactions, documents, agreements contemplated, needed or useful in connection with the OPG Conversion, including, but not limited to, informing the Commissaire à l'exécution du Plan of the Bondholders' approval of the OPG Conversion and the corresponding proposed modifications of OPG's Plan de sauvegarde, further to the official notification of such proposed modifications to be issued by the Greffe du Tribunal de commerce de Paris to the représentant de la masse pursuant to article R. 626-45 of the French Commercial Code, in the course of OPG's Plan de sauvegarde's modification procedure.

3. Miscellaneous.

Please refer to Annex A attached to the present notice and the Company's website at www.orcogroup.com for further details pertaining to the proposed OPG Conversion.

Note: The present notice constitutes a new convening notice for the Bondholders Meeting. Previous convening notices related to the Bondholders' meeting to be held on April, 27, 2012 were cancelled with the agreement of the Bondholders representative.

The Bondholders Meeting shall not validly deliberate on the agenda mentioned above, unless at least one half of the total number of the Bonds 2012 outstanding at the time of the Bondholders Meeting is represented.

If such proportion of the total number of the Bonds 2012 is not met, a second meeting may be convened, by means of notices published twice at eight days interval at least and eight days before the meeting in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations and in one Luxembourg newspaper. The second meeting shall validly deliberate regardless of the proportion of the Bonds 2012 represented.

At both meetings, in order for the resolutions to be adopted, they must be carried by at least two thirds (2/3) of the votes cast by the Bondholders present or represented.

The Bondholders participation form which is necessary to participate to the Bondholders Meeting is at the disposal of the Bondholders as from the date of publication of the present notice, at the registered office of the Company upon request or downloaded from the Company's website at www.orcogroup.com or ultimately upon request to the financial intermediaries or to the relevant central registration bank.

The auditor's report on review of interim financial information of the Company, to be presented to the Bondholders Meeting may be inspected by the Bondholders at the registered office of the Company and in any offices the Company may have outside Luxembourg, and notably, but not limited to, in Paris and Prague.

The report of the Company's board of directors, explaining the reasons of the OPG Conversion, to be presented to the Bondholders Meeting may be inspected by the Bondholders at the registered office of the Company and in any offices the Company may have outside Luxembourg, and notably, but not limited to, in Paris and Prague.

The proposed terms and conditions of the OPG Conversion may be inspected by the Bondholders at the registered office of the Company and in any offices the Company may have outside Luxembourg, and notably, but not limited to, in Paris and Prague.

Copies of the Prospectus, the articles of association of the Company are available on the Company's website at www.orcogroup.com and at the registered office of the Company upon request.

The board of directors of the Company would like to point out that for Bondholders whose ownership is directly or indirectly recorded in the Bond registry of the Company, the conditions for attendance or representation at the Bondholders Meeting are as follows:

1. Conditions for personal attendance

(i) Bondholders whose ownership is indirectly recorded in the bond registry of the Company

Bondholders whose ownership is indirectly recorded in the bond registry of the Company and who elect to attend the Bondholders Meeting in person must use their usual applicable contacting method for informing their financial intermediary, with whom their Bonds 2012 are on deposit, accordingly. They must further request their financial intermediary, with whom their Bonds 2012 are on deposit, to send a Bondholders blocking certificate (the "Bondholders blocking certificate") for their Bonds 2012 to the relevant central registration bank no later than 5 business days prior to the Bondholders Meeting.

Such blocking certificate must indicate clearly the precise identity of the Bondholder, the number of Bonds 2012 being blocked, the date such Bonds 2012 are being blocked, which must be no later than May 10, 2012 and a statement that the relevant Bonds 2012 are registered in the local bank or brokers records in the holder's name and shall be blocked until the close of the Bondholders Meeting.

The Bondholders must bring a copy of the Bondholders blocking certificate to the Bondholders Meeting.

The Bondholders shall also announce their intention to participate at the Bondholders Meeting by completing, signing, dating and returning on no later than May 10, 2012 at the latest to the relevant central registration bank or to the Company (ORCO PROPERTY GROUP S.A., 42, rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg, to Mr. Christophe Le Priol or Mrs. Françoise

de Jongh, département juridique), the Bondholders participation form that can be obtained at the registered office of the Company upon request or downloaded from the Company's website at www.orcogroup.com or ultimately upon request to the financial intermediaries or the relevant central registration bank.

(ii) Bondholders whose ownership is directly recorded in the bond registry of the Company

Bondholders whose ownership is directly recorded in the bond registry of the Company, shall announce their intention to participate to the Bondholders Meeting by completing, signing, dating and returning on May 10, 2012, at the latest to the relevant central registration bank or to the Company (ORCO PROPERTY GROUP S.A., 42, rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg, to Mr. Christophe Le Priol or Mrs. Françoise de Jongh, département juridique) the Bondholders participation form that can be obtained at the registered office of the Company upon request or downloaded from the Company's website at www.orcogroup.com or ultimately upon request to the financial intermediaries or the relevant central registration bank.

2. Conditions for proxy voting or granting a mandate

(i) Bondholders whose ownership is indirectly recorded in the bond registry of the Company

Bondholders whose ownership is indirectly recorded in the bond registry of the Company and who are unable to attend the Bondholders Meeting in person, may give a voting instruction to a third party that the Bondholder designates.

Prior to giving voting instructions to a proxy, this Bondholder must a) have obtained and delivered to the relevant central registration bank the Bondholders blocking certificate described above (see "Conditions for personal attendance"), and b) complete, sign and date the Bondholders participation form that can be obtained at the registered office of the Company upon request or downloaded from the Company's website at www.orcogroup.com or ultimately upon request to the financial intermediaries or the relevant central registration bank, indicating the name of the proxy.

The completed, signed and dated Bondholders participation form must be returned to the relevant central registration bank or to the Company (ORCO PROPERTY GROUP S.A., 42, rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg, to Mr. Christophe Le Priol or Mrs. Françoise de Jongh, département juridique) no later than May 10, 2012, at the latest, in order to have that name recorded on the registration list of the Bondholders Meeting.

If a Bondholder wishes to be represented by a proxy other than the Chairman of the Bondholders Meeting, then this holder must (a) have obtained and delivered to the relevant central registration bank the Bondholders blocking certificate described above (see "Conditions for personal attendance"), and (b) complete, sign and date the Bondholders participation form that can be obtained at the registered office of the Company upon request or downloaded from the Company's website at www.orcogroup.com or ultimately upon request to the financial intermediaries or the relevant central registration bank, indicating the name of the proxy. The completed, signed and dated Bondholders participation form must be returned to the relevant central registration bank or to the Company (ORCO PROPERTY GROUP S.A., 42, rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg, to Mr. Christophe Le Priol or Mrs. Françoise de Jongh, département juridique) no later than May 10, 2012, at the latest, in order to have that name recorded on the registration list of the Bondholders Meeting.

Bondholders who have obtained the Bondholders blocking certificate and have executed a Bondholders participation form but who wish to revoke such proxy may do so at any time by timely delivering a properly executed, later dated participation form no later than May 10, 2012, at the latest, or by properly attending and voting in person at the Bondholders Meeting.

Simply attending the Bondholders Meeting without voting will not revoke the proxy.

(ii) Bondholders whose ownership is directly recorded in the bond registry of the Company

Bondholders whose ownership is directly recorded in the bond registry of the Company must complete, sign and date the Bondholders participation form that can be obtained at the registered office of the Company upon request or downloaded from the Company's website at www.orcogroup.com or ultimately upon request to the financial intermediaries or the relevant central registration bank.

The completed, signed and dated Bondholders participation form must be returned to the relevant central registration bank or to the Company (ORCO PROPERTY GROUP S.A., 42, rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg, to Mr. Christophe Le Priol or Mrs. Françoise de Jongh, département juridique) no later than May 10, 2012, at the latest.

3. Request for information and central registration banks

Bondholders looking for more information can do so by:

(i) contacting the Company's services directly:

* At the registered office of the Company- Legal Department

Tel.: +352 26 47 67 1

Fax.: +352 26 47 67 67

(ii) contacting one of the central registration banks :

* For Bonds 2010 that are included in the Clearstream Banking or Euroclear Bank system and that are admitted to trading on the Euro MTF:

CACEIS Corporate Trust

Service assemblées

14 rue du Rouget de Lisle F-92889 Issy les Moulineaux

Fax : +33 1.49.08.05.82

Email: CT-Contact@caceis.com

Luxembourg, April 27, 2012.

The Board of Directors of the Company.

Annex A:

PROPOSED TERMS AND CONDITIONS OF THE OPG CONVERSION

The OPG Bonds: The following bond issues (each a "Tranche"), all of which are subject to the terms and conditions of the plan de sauvegarde of the Company as approved by the Paris Commercial Court on 19 May 2010 (the "Plan de Sauvegarde"):

- * EUR 50,272,605.30 OBSAR 1 bonds issued by OPG on 18 November 2005 (ISIN - FR0010249599, "OPG Bonds 2010");

* CZK 300,000,000.00 Czech Bonds issued by OPG on 3 February 2006 (ISIN - CZ0000000195, "OPG Bonds 2011"). As of the date of this document, EUR11,631,934 of nominal OPG Bonds 2011 remain outstanding;

- * EUR 149,999,928.00 Convertible Bonds issued by OPG on 1 June 2006 (ISIN - FR0010333302 , "OPG Bonds 2013");

- * EUR 175,000,461.60 OBSAR 2 bonds issued by OPG on 28 March 2007 (ISIN - XS0291838992 / XS0291840626, "OPG Bonds 2014"); and

- * EUR 24,169,193.39 Exchangeable Bonds in Suncani Hvar Shares issued by OPG on 30 June 2005 (ISIN - XS0223586420, "OPG Bonds 2012").

together, the "OPG Bonds" and holders thereof, "OPG Bondholders".

The OPG Bonds are deemed to correspond to an aggregate amount of EUR 548.5m (the "Claim") for the sole purpose of the Transaction and only if the Transaction is fully implemented.

The OG Bonds: EUR 100,100,052 five-year bonds issued by OG as per a prospectus dated 24 May 2007 (ISIN - XS0302623953, the "OG Bonds" and holders thereof, "OG Bondholders"). The OG Bonds correspond to a global amount of EUR 129.1 million including accrued interests and reimbursement premium. To such OG Bonds were attached warrants registered under ISIN code XS0302626899 (the "OG Warrants", and holders thereof the "OG Warrantholders").

Overview of the Transaction: The transaction proposed by an ad-hoc committee of OPG Bondholders representing approximately 1/3 of the nominal value of the OPG Bonds (the "Transaction") contemplates a restructuring launched by the Company whereby the OPG Bonds would be exchanged for a consideration consisting of (i) newly issued common shares of the Company (the "Shares") and (ii) new debt instruments.

In case of scenario 2 as described below, Transaction shall mean a restructuring launched by the Company whereby :

- * the OPG Bonds would be exchanged for a consideration consisting of (i) newly issued common shares (the "Shares") of the Company and (ii) new debt instruments (the "OPG Transaction"); and

- * the OG Bonds would be exchanged for a consideration consisting of (i) new bonds to be issued by OPG and convertible into shares of the Company, OG shares or cash (the "OCA") and (ii) new debt instruments (the "OG Transaction").

I. KEY ECONOMIC TERMS

The proposed Transaction shall consist in:

A. Scenario 1 (transaction with OPG Bondholders only, in all cases other than those set out under scenario 3 below) :

(i) The mandatory exchange of 86.3% of the number of the OPG Bonds of each Tranche for new Shares to be issued upon a decision of the extraordinary general meeting ("EGM") of the shareholders of OPG (the "OPG Equity Consideration 1"),

it being specified that, subject to the conditions set out below, the mandatory exchange will not be carried out for any Tranche unless it is carried out for the OPG Bonds 2010, the OPG Bonds 2013 and the OPG Bonds 2014 Tranches, and

(ii) The exchange on a voluntary basis of the remaining OPG Bonds of each Tranche, the mandatory exchange of which as referred to in A.(i) above has been performed, against new bonds to be issued by OPG within the framework of a public exchange offer (the "New Notes Consideration 1"). Any outstanding OPG Bonds not exchanged on a voluntary basis shall retain the terms and conditions as per the Plan de Sauvegarde.

(iii) The free allocation to each existing shareholder of OPG of one warrant per OPG share, that would each give right to the subscription of one new Share at a price of EUR 4.10, with a 3-month maturity.

(iv) In this scenario, OPG shall not, and procures that OG shall not, offer to the OG Bondholders any consensual transaction that would provide economic terms and conditions more favorable for the OG Bondholders than those approved by the OG Bondholders' meeting on 5 April 2012.

B. Scenario 2 (global transaction with both OPG Bondholders and OG Bondholders):

(i) The mandatory exchange of:

a) for the OPG Bonds, 89.9% of the number of the OPG Bonds of each Tranche for new Shares to be issued upon a decision of the EGM of the shareholders of OPG (the "OPG Equity Consideration 2"); it being specified that, subject to

the conditions set out below, the mandatory exchange will not be carried out for any Tranche unless it is carried out for the OPG Bonds 2010, the OPG Bonds 2013 and the OPG Bonds 2014 Tranches, and

b) for the OG Bonds, 84.5% of the number of the OG Bonds for new bonds convertible into Shares (the "OCA") to be issued upon a decision of the board of directors of OPG (the "OG Equity Consideration");

(ii) the exchange on a voluntary basis of :

a) the remaining OPG Bonds of each Tranche, the mandatory exchange of which as referred to in B.(i)(a) above has been performed, against new bonds to be issued by OPG within the framework of a public exchange offer (the "New Notes Consideration 2"). Any outstanding OPG Bonds not exchanged on a voluntary basis shall retain the terms and conditions as per the Plan de Sauvegarde;

b) the remaining OG Bonds, after the mandatory exchange as referred to in B.(i)(b) above has been performed, against new bonds to be issued by OPG within the framework of an exchange public offer (the "OG New Notes Consideration"). The terms and conditions of any outstanding OG Bonds not exchanged on a voluntary basis shall be amended to have their maturity postponed to 2050 and their interest rate lowered to 0.5% per annum, with effect immediately after the closing of the voluntary public exchange offer.

If OG Bondholders and/or OG Warrantholders meetings do not approve Scenario 2, then scenario 3 or if applicable scenario 1 will apply.

C. Scenario 3 (transaction with OPG Bondholders only in case the OPG Bond Conversion Condition is fulfilled, as defined in the terms and conditions of the OCA approved by the OG Bondholders general meeting of April 5, 2012, it being agreed that under such scenario the OG Bondholders shall convert 100% of their claims under the OG Bonds into OPG equity instruments for no more than 27.2 million Shares and shall not receive any OG equity instruments nor any debt consideration):

(i) The mandatory exchange of 73.6% of the number of the OPG Bonds of each Tranche for new Shares to be issued upon a decision of the extraordinary general meeting ("EGM") of the shareholders of OPG (the "OPG Equity Consideration 3"),

it being specified that, subject to the conditions set out below, the mandatory exchange will not be carried out for any Tranche unless it is carried out for the OPG Bonds 2010, the OPG Bonds 2013 and the OPG Bonds 2014 Tranches, and

(ii) The exchange on a voluntary basis of the remaining OPG Bonds of each Tranche, the mandatory exchange of which as referred to in C.(i) above has been performed, against new bonds to be issued by OPG within the framework of a public exchange offer (the "New Notes Consideration 1"). Any outstanding OPG Bonds not exchanged on a voluntary basis shall retain the terms and conditions as per the Plan de Sauvegarde.

I-1. OPG Equity Consideration

1. Size of Share Issue:

Under scenario 1:

97,900,000 Shares for a value of EUR 473.3 million; or

Under scenario 2:

65,000,000 Shares for a value of EUR 493.3 million; or

Under scenario 3:

45,000,000 Shares for a value of EUR 403.8 million.

2. Subscribers to the Shares Issue: OPG Bondholders will be reserved the subscription to the Shares by way of exchange with their OPG Bonds.

For all Tranches, the ratio for the exchange of OPG Bonds for new Shares shall be defined pro rata of the portion of the Claim allocated to each relevant Tranche taking into account possible rounding differences.

3. Documentation: A documentation shall be established for the purpose of the Share Issue and/or the admission of the Shares to trading and in particular a prospectus which shall be drafted in accordance with the provisions of Luxembourg law dated 10 July 2005 on prospectuses for securities (the "Prospectus Law") and approved by the competent authority (the Commission de Surveillance du Secteur Financier, the "CSSF").

4. Timing of exchange: The exchange of OPG Bonds for new Shares shall occur on or after the date on which the CSSF has approved the prospectuses relating to the Shares, the New Notes and, in scenario 1, the Warrants. This condition is stipulated to the benefit of the OPG Bondholders and may be waived by a decision of the relevant general meetings of the OPG Bondholders.

I-2. OG Equity Consideration

Under scenario 1 : under scenario 1, OPG shall not, and procures that OG shall not, offer to the OG Bondholders any consensual transaction that would provide economic terms and conditions more favorable for the OG Bondholders than those approved by the OG Bondholders' meeting on 5 April 2012.

Under scenario 2: the OG Equity consideration shall consist in the OCA the terms and conditions of which are described as follows:

1. Main terms of the OCA: 84.5% of the number of the OG Bonds shall convert for their total nominal amount, accrued interest and reimbursement premium (EUR 109.1 million) into OCA two business days after the date on which the

meetings of the holders of OPG Bonds 2010, OPG Bonds 2013 and OPG Bonds 2014 are held to resolve on the OPG Transaction and have approved the OPG Transaction at the relevant majority (the "OCA Issue Date").

If this condition is not met by 18 May 2012, the decision of the OG Bondholders to convert their OG Bonds into OCA shall lapse and the Company shall issue at the latest on 21 May 2012 the convertible bonds the issue of which was decided on 5 April 2012 by the OG Bondholders, it being acknowledged that in such case the "OPG Bond Conversion Condition" set out in the terms and conditions of the convertible bonds approved by the OG Bondholders on 5 April 2012 shall be irrevocably deemed to not have been met.

The OCA are convertible as follows

* First Payment: OCA in an aggregate amount of EUR 76,000,000 are converted into 18,361,548 OPG Shares no later than 22 May 2012.

* Second Payment: up to 28 September 2012 (28 September 2012 being referred to as the "Exchange Date"), the OCA in an aggregate amount of EUR 33,129,067 (the "Second Payment Amount").

(i) up to 16 July 2012, can be repaid, at the option of the Company, in full but not in part, by the Company, in cash in immediately available funds; for the avoidance of doubt, in the event the Company elects to repay in cash but fails to make such payment, the Company shall be deemed not to have elected to make such cash payment and the OCA shall convert into shares as provided below; it being specified that in case the Company elects to repay in cash the OCA as set forth in this paragraph (i), then OG shall repay in cash the remaining outstanding OG Bonds in immediately available funds in an amount of EUR 872.04 per one OG Bond; or

(ii) up to 28 September 2012, can be converted into OPG shares, representing a total number of 7,848,081 OPG shares, as decided by a meeting of the OCA holders (at a majority vote of 50% plus 1 OCA of all the OCA outstanding).

On the Exchange Date, and provided they have not already been repaid in cash in immediately available funds or converted pursuant the paragraph above, the OCA in an aggregate amount equal to the Second Payment Amount, shall be converted into shares as follows:

(i) if and provided that (x) the OPG Bond Conversion Condition is met three (3) business days prior to the Exchange Date (the "Longstop Date") and that (y) in accordance with paragraph II.5(ii)(c) below and provided that the Company has filed in due course all necessary court papers for the hearing scheduled on or about 14 May 2012, the Paris Commercial Court has approved, on or before the Longstop Date, the amended terms of the Plan de Sauvegarde in order to enable the implementation of the substance of the Transaction, it being agreed that such Longstop Date shall be extended pro rata if the court hearing scheduled on 14 May 2012 is postponed or reconvened for whatever reason (the "Court Approval Condition"), then the OCA shall be converted into OPG shares, representing a total number of 7,848,081 OPG Shares;

(ii) if and provided (x) the OPG Bond Conversion Condition is not met on the Longstop Date or (y) the Court Approval Condition is not met on the Longstop Date as such Longstop Date may be extended pursuant to section (i)(y) above, the OCA shall, as decided by the meeting of the OCA holders (at a majority vote of 50% plus 1 OCA of all the OCA outstanding), be converted into either:

- OPG shares representing a total number of 7,848,081 OPG Shares; or

- OG shares in a number representing, on the Exchange Date and after completion of the OG Bond Equitization (as defined below) and the Nominal Value Reduction (as defined below), 55% of the share capital and voting rights of OG on a fully diluted basis, it being specified that, in the event the Company elects not to repay the OCA in cash, the election decision of the OCA holders referred to in this paragraph shall not be required to be made by 21 September 2012 but can be extended as necessary to allow for proper notice period, quorum, and majority decision of the OCA holders' meeting to be taken in accordance with applicable laws (in which case, the Exchange Date shall be postponed accordingly).

If the OCA converts into 55% of OG shares in accordance with the above provisions, only those OCA holders who have remitted to the Company (i) their OCA and (ii) their remaining OG Bonds shall receive their pro rata number of OG shares calculated on the basis of the number of OCA and remaining OG Bonds remitted by them, it being specified that the total of all remaining OCA and OG Bonds shall equal 55% of the OG shares.

Prior to the Second Payment, the Company shall:

(a) vote at the relevant shareholders' meeting of OG resolving the OG Bonds Equitization in favor of a reduction of the nominal value of each share issued by OG (the "Nominal Value Reduction");

(b) convert the EUR 109.1 million including the accrued coupons of OG Bonds that the Company holds into additional new shares of OG in a number which shall be determined on the basis of the volume weighted average price of OG shares on the main market of the Frankfurt stock exchange over a period of 6 (six) months prior to 20 March 2012 (the "OG Bonds Equitization").

The Longstop Date may be extended at the request of the Company provided that such extension has been agreed by a decision of the OCA holders (taken in accordance with the quorum and majority requirements provided for by law in a meeting of OCA holders convened and held prior to 21 September 2012).

2. Listing of the OPG shares / OG shares: OPG and OG shall take all necessary steps and use their best efforts to obtain, the admission to listing, on the regulated markets on which OPG's and OG ordinary shares are currently listed, of the OPG or OG shares to be issued or delivered upon conversion of the OCA as soon as possible after the issue of the OCA, and will use their best efforts to maintain such admission to listing.

3. Condition for the conversion of the OCA under the First Payment: The conversion of the OCA into OPG Shares under the First Payment shall occur as soon as possible after, and at the latest on the third business day following, the OCA Issue Date.

4. Condition for the conversion of the OCA under the Second Payment: The conversion of the OCA into OPG Shares under the Second Payment, as the case may be, shall occur on or after the date on which the CSSF has approved the prospectuses relating to such OPG Shares and the New Notes. This condition is stipulated to the benefit of the OCA holders and may be waived by a decision of the general meeting of the OCA holders no later than 13 July 2012 (at a majority vote of 50% plus 1 OCA of all the OCA outstanding), in which case the OPG Shares shall be issued at the date decided by such general meeting of OCA holders.

5. The OPG Bond Conversion Condition: "OPG Bond Conversion Condition" means the approval of the OPG Transaction as described in this annex A at the relevant majority by the general meetings of the OPG Bondholders holding the OPG Bonds 2010, OPG Bonds 2013 and OPG Bonds 2014.

6. Transfer Restrictions / Listing of the OCA: The OCA shall not be negotiable on the capital markets and shall not be offered to the public.

The OCA shall not be listed and/or admitted to trading on any stock exchange within the European Economic Area nor on a stock exchange outside the European Economic Area.

7. Status of the OCA: The OCA shall constitute direct, general and unconditional obligations of OPG which will at any time rank pari passu among themselves and at least pari passu with all the other present and future unsecured obligations of OPG, save for such obligations as may be preferred by provisions of law that are both mandatory and of general application.

8. Interest: The OCA shall bear an interest per year of 0.01% (the "Interest") from, and including, the issue date until, and including, the Exchange Date, calculated on the basis of a year of 360 days. The Interest shall be paid by OPG in one instalment on the date of the Second Payment.

For the avoidance of doubt, the First Payment Amount shall bear no interest.

9. Security: The OCA holders shall benefit, as from the issue date, from a lien over 55% of all shares issued by OG and held by OPG as collateral in a separate securities account that shall be pledged to the benefit of the OCA holders for (i) the repayment in cash of the OCA, if any, and (ii) the conversion of the OCA into OG shares, if any, in accordance with the provisions above; it being agreed that this pledge shall not secure the conversion of the OCA into OPG shares.

10. Applicable Law: Luxembourg Law

Under scenario 3: not applicable under these terms and conditions.

I-3. New Notes Consideration 1 under scenarios 1 and 3

1. Issuer: Orco Property Group SA (the "Company" or "OPG").

2. Issue Date of the New Notes: After the granting of the authorisation by the Commercial Court of Paris pursuant to the Plan de Sauvegarde to proceed to such public exchange offer and promptly after closing of the offer period of the public exchange offer which shall begin after approval by the CSSF of the terms and conditions of the public exchange offer, such approval being scheduled to occur upon closing of the OPG Equity Consideration.

3. Nominal Amount:

Scenario 1:

The OPG Bondholders who accept the proposed exchange referred to in under paragraph I.A.(ii) above will receive new debt instruments (the "New Notes"), in exchange for their residual OPG Bonds post completion of the mandatory exchange referred to in paragraph I.A.(i) above.

The proposed amount of the New Notes to be issued assuming 100% participation by the OPG Bondholders to the voluntary exchange offer shall be of up to EUR75.2 million (such amount shall be adjusted to take into account the final size of the Share Issue under the Equity Consideration after rounding).

Scenario 3:

The OPG Bondholders who accept the proposed exchange referred to in under paragraph I.C.(ii) above will receive new debt instruments (the "New Notes"), in exchange for their residual OPG Bonds post completion of the mandatory exchange referred to in paragraph I.C.(i) above.

The proposed amount of the New Notes to be issued assuming 100% participation by the OPG Bondholders to the voluntary exchange offer shall be of up to EUR144.7 million (such amount shall be adjusted to take into account the final size of the Share Issue under the Equity Consideration after rounding).

4. Security: None.

5. Maturity: 28 February 2018 (the "Maturity Date").

6. Coupon: The New Notes will bear a coupon per annum of

(i) 5% cash plus 5% PIK, as long as more than 75% of the Nominal Amount remain outstanding

(ii) 4% cash plus 4% PIK, as long as more than 50% but no more than 75% of the Nominal Amount remain outstanding

(iii) 4% cash plus 3% PIK, as long as no more than 50% of the Nominal Amount remain outstanding

The PIK element of the coupon shall, subject to the provisions of article 1154 of the Luxembourg civil code, be compounding annually from the Issue Date until the Maturity Date and remains subject to the issuance by the Company of a capitalisation notice each year in relation to interest accrued and due for more than 1 year; if such notice is not refused by the holders of the New Notes within a period to be agreed in the final documentation, then it will be deemed to be accepted by them.

7. Amortisation Dates:

- * 28 February 2015: 25% of the Nominal Amount;
- * 28 February 2016: 25% of the Nominal Amount;
- * 28 February 2017: 25% of the Nominal Amount;
- * 28 February 2018: The outstanding principal amount of the New Notes.

8. Redemption: In cash only at the Amortisation Dates.

9. Mandatory Prepayment on Asset Disposals: In scenario 1, the Company will procure that 25% of the Net Proceeds (as defined below) received from the earlier of (i) 30 June 2012 onwards and (ii) the Issue Date of the New Notes, by OPG or any of its subsidiaries as a result of the disposal of the following assets is applied in prepayment of the New Notes (the "Prepaid Amounts"):

- * Fillion Shopping Center
- * Radio Free Europe
- * Vaci 1
- * CEE Hotels (including Pachtuv Palace)
- * Na Porici
- * Hradcanska
- * Diana Office
- * Capellen
- * Stribro
- * Marki
- * Vaci 188
- * Paris Department Store
- * Zlota (only upon completion of project development)
- * Molcom (any part of the deferred payment amount in excess of EUR20m and any earn-out component).

The Prepaid Amounts should reduce the upcoming payments due as per the Amortisation Dates in straight chronological order and shall be paid within 30 business days from receipt of Net Proceeds by OPG but in any case no earlier than the Issue Date of the New Notes.

"Net Proceeds" shall mean the gross sale proceeds less (a) liabilities becoming due at disposal including bank cash sweep, (b) disposal expenses and (c) taxes becoming due at disposal.

In scenario 3, the Prepaid Amounts shall amount to 37.5% of the Net Proceeds.

10. Other Terms and Conditions: The terms and conditions of the New Notes will include customary provisions in terms of events of default, covenants, negative pledge provisions and applicable law, including the following:

Applicable law: Luxembourg law.

Status of New Notes: direct, unconditional, and unsubordinated obligations ranking pari passu.

Negative Pledge²: Only on OPG S.A. level (excluding the share pledge on 55% of all shares issued by OG for the benefit of the OCA holders)

Incurrence of Financial Indebtedness:

- limitation on the incurrence of new indebtedness by OPG subsidiaries such that LTV is not in excess of 65% (excluding any refinancing of any existing indebtedness)
- limitation on the incurrence of new indebtedness by OPG S.A. and by OG S.A. in excess of EUR 5 million (excluding any refinancing of any existing indebtedness)

Early redemption in case of Event of Default:

Grace periods:

- payment default (principal, interest or any other amount in respect of the New Notes): 5 business days;
- default in relation to any other obligations: 30 days.

Enforcement action provision.

Cross-default : no cross-default provision.

The New Notes shall not be due if the Company remedies the situation no later than the day preceding the general meeting of the holders of the New Notes resolving on the occurrence of an Event of Default.

Early redemption at Company's discretion: at any time at 100% of the Nominal Amount.

Repurchase of New Notes by the Company on secondary market: at any time at arm's length terms subject to New Notes repurchased being cancelled as soon as possible thereafter. For the avoidance of doubt, New Notes repurchased by the Company will not qualify for the Mandatory Prepayment on Asset Disposals referred to above;

Representation of the noteholders: the noteholders will be represented and the general meetings of noteholders will be organized in accordance with the provisions of articles 86 to 94-8 of the Luxembourg act dated 10 August 1915 on commercial companies, as amended.

Restrictions on transfer of New Notes: none.

Save as otherwise provided in these Heads of Terms, the terms and conditions of the New Notes will be similar to those of the OPG Bonds.

11. Documentation:

* A prospectus for the public offer of the New Notes will have to be drafted in accordance with the provisions of the Prospectus Law. This prospectus will also have to be approved by the CSSF.

* An exchange offer memorandum shall be drafted to inform the OPG Bondholders on the possibility to accept the public exchange offer and the terms of the public exchange offer.

I-4. OPG and OG New Notes Consideration under scenario 2

Under scenario 2, the OPG and OG New Notes Consideration as referred to in section I.B.(ii) above shall have the following terms.

1. Issuer: Orco Property Group SA (the "Company" or "OPG").

2. Issue Date of the New Notes: After the granting of the authorisation by the Commercial Court of Paris pursuant to the Plan de Sauvegarde to proceed to such public exchange offer and promptly after closing of the offer period of the public exchange offer which shall begin after approval by the CSSF of the terms and conditions of the exchange public offer, such approval being scheduled to occur upon closing of the OPG Equity Consideration and the OG Equity Consideration transactions.

In the case where (i) the mandatory exchange of the OG Bonds as referred to in paragraph I.B (i)(b) above has been performed and (ii) the mandatory exchange of the OPG Bonds as referred to in paragraph I.B(i)(a) above has not been performed, on or before 30 September 2012, this shall not prevent the voluntary public exchange offer referred to above being opened to the holders of OG Bonds.

It being specified that the voluntary public exchange offer as referred to above shall not be offered to the OG Bondholders in the case (i) where the OCA are repaid in cash by the Company in accordance with paragraph I-2.1(i) above or (ii) where the OCA holders would have elected to obtain OG shares in accordance with paragraph I-2.1(ii) of this Annex.

In the case where (i) the mandatory exchange of the OPG Bonds as referred to in paragraph I.B(i)(a) above has been performed and (ii) the mandatory exchange of the OG Bonds as referred to in paragraph I.B(i)(b) above has not been performed, on or before 30 September 2012, this shall not prevent the voluntary public exchange offer referred to above to be opened to the holders of the OPG Bonds.

3. Nominal Amount: The OPG Bondholders and the OG Bondholders who accept the proposed exchange referred to in paragraph I.B(ii) above will receive new debt instruments (the "New Notes"), in exchange for their residual OPG Bonds or OG Bonds, as the case may be, post completion of the mandatory exchange I.B(i) above.

The proposed amount of the New Notes to be issued assuming 100% participation by the OPG Bondholders and the OG Bondholders to the voluntary exchange offer shall be of up to, respectively:

* as regards the OPG bondholders, EUR 55.2 million (such amount shall be adjusted to take into account the final size of the Share Issue under the OPG Equity Consideration after rounding);

* as regards the OG bondholders, EUR 20 million (such amount shall be adjusted to take into account the final size of the OCA issue under the OG Equity Consideration after rounding).

4. Security: None.

5. Maturity: 28 February 2018 (the "Maturity Date").

6. Coupon: The New Notes will bear a coupon per annum of

(i) 5% cash plus 5% PIK, as long as more than 75% of the Nominal Amount remain outstanding

(ii) 4% cash plus 4% PIK, as long as more than 50% but no more than 75% of the Nominal Amount remain outstanding

(iii) 4% cash plus 3% PIK, as long as no more than 50% of the Nominal Amount remain outstanding

The PIK element of the coupon shall, subject to the provisions of article 1154 of the Luxembourg civil code, be compounding annually from the Issue Date until the Maturity Date and remains subject to the issuance by the Company of a capitalisation notice each year in relation to interest accrued and due for more than 1 year; if such notice is not refused by the holders of the New Notes within a period to be agreed in the final documentation, then it will deemed to be accepted by them.

7. Amortisation Dates:

* 28 February 2015: 25% of the Nominal Amount;

- * 28 February 2016: 25% of the Nominal Amount;
- * 28 February 2017: 25% of the Nominal Amount;
- * 28 February 2018: The outstanding principal amount of the New Notes.

8. Redemption: In cash only at the Amortisation Dates.

9. Mandatory Prepayment on Asset Disposals: The Company will procure that 25% of the Net Proceeds (as defined below) received from the earlier of (i) 30 June 2012 onwards and (ii) the Issue Date of the New Notes, by the Company or any of its subsidiaries as a result of the disposal of the following assets is applied in prepayment of the New Notes (the "Prepaid Amounts"):

- * Fillion Shopping Center
- * Radio Free Europe
- * Vaci 1
- * CEE Hotels (including Pachtuv Palace)
- * Na Porici
- * Hradcanska
- * Diana Office
- * Capellen
- * Stribro
- * Marki
- * Vaci 188
- * Paris Department Store
- * Zlota (only upon completion of project development)
- * Molcom (any part of the deferred payment amount in excess of EUR20m and any earn-out component)
- * Sky Office, to the extent such proceeds are not applied to the GSG refinancing

The Prepaid Amounts should reduce the upcoming payments due as per the Amortisation Dates in straight chronological order and shall be paid within 30 business days from receipt of Net Proceeds by OPG but in any case no earlier than the Issue Date of the New Notes.

"Net Proceeds" shall mean the gross sale proceeds less (a) liabilities becoming due at disposal including bank cash sweep, (b) disposal expenses and (c) taxes becoming due at disposal.

10. Other Terms and Conditions: The terms and conditions of the New Notes will include customary provisions in terms of events of default, covenants, negative pledge provisions and applicable law, including the following:

Applicable law: Luxembourg law.

Status of New Notes: direct, unconditional, and unsubordinated obligations ranking pari passu.

Negative Pledge³ : Only on OPG S.A. level (excluding the share pledge on 55% of all shares issued by OG for the benefit of the OCA holders as referred to above)

Incurrence of Financial Indebtedness:

- limitation on the incurrence of new indebtedness by OPG subsidiaries such that LTV is not in excess of 65% (excluding any refinancing of any existing indebtedness)

- limitation on the incurrence of new indebtedness by OPG S.A. and OG SA in excess of EUR 5 million (excluding any refinancing of any existing indebtedness)

Early redemption in case of Event of Default:

Grace periods:

- payment default (principal, interest or any other amount in respect of the New Notes): 5 business days
- default in relation to any other obligations: 30 days

Enforcement action provision.

Cross-default : no cross-default provision.

The New Notes shall not be due if the Company remedies the situation no later than the day preceding the general meeting of the holders of the New Notes resolving on the occurrence of an Event of Default.

Early redemption at Company's discretion: at any time at 100% of the Nominal Amount.

Repurchase of New Notes by the Company on secondary market: at any time at arm's length terms subject to New Notes repurchased being cancelled as soon as possible thereafter. For the avoidance of doubt, New Notes repurchased by the Company will not qualify for the Mandatory Prepayment on Asset Disposals referred to above;

Representation of the noteholders: the noteholders will be represented and the general meetings of noteholders will be organized in accordance with the provisions of articles 86 to 94-8 of the Luxembourg act dated 10 August 1915 on commercial companies, as amended.

Restrictions on transfer of New Notes: none.

Save as otherwise provided in these Heads of Terms, the terms and conditions of the New Notes will be similar to those of the OPG Bonds.

11. Documentation:

* A prospectus for the public offer of the New Notes will have to be drafted in accordance with the provisions of the Prospectus Law. This prospectus will also have to be approved by the CSSF.

* An exchange offer memorandum shall be drafted to inform the OPG Bondholders on the possibility to accept the public exchange offer and the terms of the public exchange offer.

I-5. Warrants under scenario 1

1. Issuer: OPG

2. Description: Warrant giving the right to subscribe for new OPG Shares (the "Warrants"). Each Warrant is allocated for free.

3. Number of Warrants: 1 Warrant per existing OPG share as of the date hereof, i.e. 17,053,866 Warrants

4. Subscription ratio: Each Warrant gives the right to subscribe for 1 new OPG Share

5. Subscription price: EUR 4.10 per OPG Share

6. Maturity: The Warrants may be exercised at any time between the date of issuance and a date which is 3 months after the date of issuance.

7. Listing: Yes.

II. OTHER TERMS

For the avoidance of doubt, all the provisions set forth below in this section "Other Terms" shall be applicable under scenario 1, scenario 3 and scenario 2, save for certain provisions (where indicated) which shall only be applicable to scenario 2.

1. Governance: Each member of the board shall have one voting right.

Decisions of the board shall be taken at simple majority.

Majority of the board will be held by non-executive members.

2. Shareholders' meeting: OPG undertakes (i) to convene a shareholders' meeting upon request from one or several shareholders holding at least, individually or collectively, 10% of the share capital of OPG and (ii) to add to the agenda of any shareholders' meeting any additional point upon request from one or several shareholders holding at least, individually or collectively, 5% of the share capital of OPG.

3. Reserved Matters: Decisions to be submitted to the board of directors shall include, among others:

* Capital expenditures in excess of EUR5m;

* Incurrence of Financial Indebtedness:

- limitation on the incurrence of new indebtedness by OPG subsidiaries such that LTV is not in excess of 55% (excluding any refinancing of any existing indebtedness);

- limitation on the incurrence of new indebtedness by OPG S.A. in excess of EUR5m (excluding any refinancing of any existing indebtedness);

* Any merger/acquisition/disposal/joint venture operations in excess of EUR10m;

* Any distribution of dividends;

* The issuance of new shares or equity-linked instruments;

* Appointment and removal of Chairman of the board of directors and Company's Chief Executive Officer;

* Any transactions involving OPG or any of its subsidiaries not completed on an arms-length basis.

4. Standstill: The Company shall not implement any issuance of new shares or equity-linked instruments in excess of EUR 10 million or with an issue price below EUR 5.5 per share within the period from and including 17 April 2012 to and including the date which falls 90 calendar days following the earlier of (i) the first OPG shareholders meeting to be held following the issuance of the OPG shares within the framework of the OPG Equity Consideration and (ii) 15 July 2012 (the "Standstill").

For the avoidance of doubt, the Standstill shall not apply to (i) the OG Equity Consideration and to the OPG Equity Consideration nor (ii) to any share capital issue to be carried out for the purposes of the proposal to other creditors of the Company as referred to below in this Annex A.

5. Conditionality of the Proposed Transaction: Implementation of the Transaction reflecting the terms specified herein is subject to the following further conditions:

(i) As regards both the OPG Transaction and the OG Transaction:

(a) Approval of the Transaction by the board of directors of the Company, and in particular the issuance of the New Notes upon the closing of the public exchange offer, and approval by the board of directors of OG of the OG Transaction and its implementation steps;

(b) Approval of the OG Transaction at the relevant majority by the general meeting of the OG Bondholders;

(c) Approval of the OG Transaction at the relevant majority by the general meeting of the OG Warrantholders;

(d) A réviseur d'entreprises agréé appointed by the Company has issued a report giving a description of the proposed contributions as well as of the methods of valuation used and stating that the values resulting from the application of these methods correspond at least to the number and accounting par value and the share premium of the new OPG shares to be issued in consideration for the contribution of all of the OG Bonds within the OG Transaction.

(ii) As regards the OPG Transaction only:

(a) Approval of the OPG Transaction at the relevant majority by the general meetings of the OPG Bondholders holding the OPG Bonds 2010, OPG Bonds 2013 and OPG Bonds 2014;

(b) Approval of the OPG Transaction by an OPG EGM deciding in particular the share capital increase of OPG in relation to the OPG Equity Consideration;

(c) Approval by the Commercial Court of Paris to amend the terms of the Plan de Sauvegarde following a filing to be submitted by the Company;

(d) Approval at the relevant majority by the general meetings of the OPG Bondholders holding the OPG Bonds 2010, OPG Bonds 2013 and OPG Bonds 2014 of a resolution instructing the bondholders' representatives of the OPG Bonds 2010, OPG Bonds 2013 and OPG Bonds 2014 (a) to finally and definitively waive and withdraw the current lawsuits initiated by the bondholder's representatives of the OPG Bonds 2010, OPG Bonds 2013 and OPG Bonds 2014 (including the tierce opposition as well as the appeals against the supervisory judge's orders regarding the requêtes en interprétation), it being specified, for the avoidance of doubt, that the bondholders' representatives of the OPG Bonds 2010, OPG Bonds 2013 and OPG Bonds 2014 shall be instructed to file "conclusions de désistement d'instance et d'action" in the course of such proceedings according to the French Civil Procedure Code, only if and immediately after conditions set out in paragraphs 5(ii)(a), 5(ii)(b), 5(ii)(c), 5(ii)(e), 5(ii)(f) and 5(ii)(g) shall have been fulfilled and (b) not to further challenge the judgment dated 19 May 2010 adopting the Plan de Sauvegarde;

(e) Withdrawal by the Company from any pending action, litigation or recourse against Mr. Luc Leroi in his capacity as bondholders' representative of any of the OPG Bonds and undertaking by the Company not to further claim from Mr. Luc Leroi in his capacity as bondholders' representative of any of the OPG Bonds any compensation, indemnification or damages; it being agreed that such withdrawal and undertaking are subject to the conditions set out in paragraphs 5(ii)(a), 5(ii)(b), 5(ii)(c), 5(ii)(d), 5(ii)(f) and 5(ii)(g) being fulfilled;

(f) A réviseur d'entreprise agréé appointed by the Company has issued a report giving a description of the proposed contributions of the OPG Bonds as well as of the methods of valuation used and stating that the values resulting from the application of these methods correspond at least to the number and accounting par value and the share premium of the new Shares to be issued within the OPG Equity Consideration.

(g) Approval by the CSSF of the prospectuses relating to the Shares and the New Notes and, in scenario 1, the Warrants. This condition is stipulated to the benefit of the OPG Bondholders and may be waived by a decision of the relevant general meetings of the OPG Bondholders.

(iii) As regards the OG Transaction only:

(a) OPG to petition the Commercial Court of Paris to amend the terms of the Plan de Sauvegarde following a filing to be submitted by OPG in order to enable the transactions contemplated by the Convertible Bonds and the Pledge Agreement in respect of the OG shares to be delivered thereunder, as the case may be.

(b) OPG shall have, prior to the issue of the OCA, executed and delivered to the OG Bondholders or Augustin Capital Management Ltd, acting in the name and on behalf of the OG Bondholders, as the case may be, the pledge over OG shares described in paragraph I-2.(9) of this Annex.

6. Existing OPG Warrants: OPG shall hold and maintain that number of OPG Bonds of each of the OPG Bonds 2010 and OPG Bonds 2014 Tranches which are necessary to exercise the OPG warrants of the relevant Tranche (where the exercise of the OPG warrants can be done by *inter alia* payment of the exercise price through the remittance of OPG Bonds) for the duration of the exercise period of the OPG warrants, it being agreed that (i) such provision shall not affect the economic terms of the OPG Transaction, (ii) OPG shall be under no obligation to sell any such OPG Bonds 2010 and OPG Bonds 2014, (iii) OPG shall not sell any such OPG Bonds 2010 and OPG Bonds 2014 for any purpose other than the exercise of the OPG warrants, (iv) any sale of such OPG Bonds 2010 and OPG Bonds 2014 shall only be made at full nominal value of such OPG Bonds 2010 and OPG Bonds 2014 and for payment in cash only, and (v) OPG shall not sell any such OPG Bonds 2010 and OPG Bonds 2014 to any party to the master agreement signed on 17 April 2012 related to the Transaction.

7. Proposal to other creditors of OPG: The other creditors of OPG under the Plan de Sauvegarde (suppliers, banks having exercised their guarantees vis-à-vis OPG, other non-contingent creditors) shall be offered a transaction identical to the OPG Transaction. In order to be able to accommodate for this offer, OPG shall propose to its EGM of shareholders respective adjustments to the authorised capital. On 17 April 2012, such other creditors under the Plan de Sauvegarde represent an amount around 18.6 million euros.

¹ Note: OPG Bondholders to nominate a candidate or OPG can nominate one if necessary

² The Negative Pledge provision shall be similar to the provision 4.1.5.2 of the OPG Bonds 2014 prospectus.

54940

Luxembourgeoise de Construction Immobilière S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 29.744.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

I'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le *15 mai 2012* à 9:00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire aux Comptes
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2011
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes
4. Délibération et décision sur la dissolution éventuelle de la société conformément à l'article 100 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales
5. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2012050099/795/17.

Bourne Park Capital (Lux) S.A. SICAV - SIF, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 14, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 132.403.

The Board of Directors is pleased to convene the shareholders of BOURNE PARK CAPITAL (LUX) S.A., SICAV-SIF to attend the

ANNUAL GENERAL MEETING

to be held at the registered office of the SICAV-SIF on *15 May 2012* at 11.00 a.m. with the following agenda:

Agenda:

1. Report of the Board of Directors and of the Authorised Auditor
2. Approval of the Financial Statements as at 31 December 2010
3. Approval of the Financial Statements as at 31 December 2011
4. Allocation of Results
5. Discharge to the Directors
6. Renewal of the mandate of the Authorised Auditor
7. Statutory Elections
8. Remuneration of the Directors
9. Miscellaneous

The shareholders are advised that no quorum for the statutory general meeting is required and that decisions will be taken by simple majority of the votes cast. Proxies are available at the registered office of the SICAV-SIF. Shareholders, who wish to attend the annual general meeting, are requested to inform the Board of Directors (Fax nr: +352 49 924 2501 - ifs.fds@bdl.lu) at least five calendar days prior to the annual general meeting.

Référence de publication: 2012050100/755/25.

Leo Capital (Lux) FCP-FIS, Fonds Commun de Placement - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Le règlement de gestion coordonné d'avril 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 23 avril 2012.

Allegro S.à r.l.

Référence de publication: 2012048053/9.

(120065149) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 avril 2012.

**Luma SIF, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé,
(anc. Single Select Hedge Platform).**

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.
R.C.S. Luxembourg B 160.247.

In the year two thousand and twelve, on the sixteenth day of the month of April.

Before us Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg.

Was held an Extraordinary General Meeting of shareholders (the "Meeting") of "SINGLE SELECT HEDGE PLATFORM" (hereafter referred to as the "Company"), a société d'investissement à capital variable - fonds d'investissement spécialisé having its registered office at Carré Bonn, 20, rue de la Poste, L-2346 Luxembourg, incorporated pursuant to a deed of the undersigned notary on 5 April 2011. The articles of incorporation of the Company were published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the "Mémorial"), number 810, on 26 April 2011.

The Meeting was presided by Me Laurent Cromlin, Avocat, professionally residing in Luxembourg.

The chairman appointed as secretary Mr Nicolas Alves, private employee, professionally residing in Luxembourg.

The Meeting elected as scrutineer Mrs Isabelle Alexander, private employee, professionally residing in Luxembourg.

The bureau of the Meeting having thus been constituted, the chairman declared and requested the undersigned notary to state:

I. That the agenda of the Meeting is the following:

*Agenda
First resolution*

Appointment of Mr William Woolverton as director of the Company.

Second resolution

Replacement of PricewaterhouseCoopers S.à r.l. by KPMG Luxembourg S.à r.l. as approved statutory auditor of the Company for the financial year starting 1 January 2012.

Third resolution

- Change of name of the Company to "LUMA SIF" and subsequent amendment of article 1 of the articles of incorporation of the Company (the "Articles");

- Amendment of article 13 of the Articles so that the annual general meeting of the Company be held on the tenth (10th) calendar day of the month of May at 11:30 a.m. (Luxembourg time);

- Removal of the reference to OFI Lux in paragraph 3 of article 18 of the Articles;

- Removal of any reference to the appointment of a management company in article 20 of the Articles and subsequent removal of paragraphs 2 and 3 of article 27 of the Articles.

II. That the shareholders present or represented and the number of their shares are shown on an attendance list; this attendance list, signed by the chairman, the secretary, the scrutineer and the undersigned notary, as well as the proxies, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

III. That the convening notice has been sent by registered mail on 5 April 2012 to all registered shareholders to their address indicated in the register of shareholders of the Company.

IV. That it appears from the attendance list that out of the 1387796,485316 shares in issue, 1375045,148039 shares are present or represented at the present meeting.

The present Meeting is therefore regularly constituted and may validly deliberate on the agenda.

After deliberation, the Meeting resolved as follows:

First resolution

The Meeting unanimously resolved to appoint Mr William Woolverton, residing at 28, State Street, Boston MA 02241, USA as director of the Company for a term ending at the annual general meeting to be held in 2013.

Second resolution

The Meeting unanimously resolved to replace PricewaterhouseCoopers S.à r.l. by KPMG Luxembourg S.à r.l., 9, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, as approved statutory auditor of the Company for the financial year starting 1 January 2012. The mandate shall expire at the annual general meeting to be held in 2013.

Third resolution

The Meeting unanimously resolved to:

- change the name of the Company from its current denomination to "LUMA SIF" and to subsequently amend article 1 of the Articles so as to henceforth read as follows:

"Art. 1. Name:

There exists among the subscriber and all those who may become holders of shares a company in the form of a "société anonyme" qualifying as a "société d'investissement à capital variable - fonds d'investissement spécialisé" under the name of "LUMA SIF" (the "Company")."

- amend article 13 of the Articles so that the annual general meeting of the Company be held on the tenth (10th) calendar day of the month of May at 11:30 a.m. (Luxembourg time); the second paragraph of Article 13 will henceforth read as follows:

"The annual general meeting of shareholders shall be held, in accordance with Luxembourg law, in Luxembourg, at the registered office of the Company, or at such other place in Luxembourg as may be specified in the notice of meeting, on the tenth (10th) calendar day of the month of May at 11:30 a.m. (Luxembourg Time). If such day is not a bank business day in Luxembourg, the annual general meeting shall be held on the next following bank business day. The annual general meeting may be held abroad if, in the absolute and final judgment of the Board, exceptional circumstances so require."

- remove the reference to OFI Lux contained in paragraph 3 of article 18 of the Articles; the third paragraph of Article 18 will henceforth read as follows:

"The term "personal interest", as used in the preceding sentence, shall not include any relationship with or interest in any matter, position or transaction involving Gottex Asset Management (U.K.) Limited, any subsidiary or affiliate thereof, or such other company or entity as may from time to time be determined by the Board at its discretion."

- remove any reference to the appointment of a management company in article 20 of the Articles and subsequently remove paragraphs 2 and 3 of article 27 of the Articles, Article 20 and Article 27 shall henceforth read as follows:

"Art. 20. Investment Policies and Restrictions:

The Board shall, based upon the principle of spreading of risks, have power to determine the corporate and investment policy and the course of conduct of management and business affairs of each Sub-Fund and of the Company.

The Board shall also determine any restrictions which shall from time to time be applicable to the investments of each Sub-Fund and the Company."

"Art. 27. Amendments:

These Articles may be amended from time to time by a general meeting of shareholders, subject to the quorum and majority requirements provided by the laws of Luxembourg."

There being no further business on the agenda, the Meeting was thereupon closed.

The undersigned Notary, who understands and speaks English, states that, at the request of the parties hereto, these minutes are drafted in English only.

Whereof the present deed was drawn up in Luxembourg on the day aforementioned.

And after reading of these minutes, the members of the bureau signed together with the notary the present deed.

Signé: L. CROMLIN, N. ALVES, I. ALEXANDER et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 23 avril 2012. Relation: LAC/2012/18572. Reçu soixante-quinze euros (75,- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

POUR EXPÉDITION CONFORME, délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 25 avril 2012.

Référence de publication: 2012048940/92.

(120066925) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 avril 2012.

Sanpaolo International Formulas Fund, Fonds Commun de Placement.

Siège social: L-1637 Luxembourg, 9-11, rue Goethe.

R.C.S. Luxembourg B 28.536.

Il résulte du procès-verbal du Conseil d'Administration de la société de gestion Eurizon Capital S.A. du 23 décembre 2011 que le fonds commun de placement de droit luxembourgeois à compartiments multiples SANPAOLO INTERNATIONAL FORMULAS FUND a été mis en liquidation avec date d'effet 28 décembre 2011, suite à l'arrivée à échéance de l'unique compartiment de la structure.

La clôture de la susdite liquidation est intervenue le 23 avril 2012.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

EURIZON CAPITAL S.A.

Jérôme DEBERTOLIS

Référence de publication: 2012050111/7255/14.

BZ Equity Fund, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1445 Strassen, 4, rue Thomas Edison.
R.C.S. Luxembourg B 157.402.

—
RECTIFICATIF
du dépôt numéro L120005430, déposé le 10/01/2012

Im Jahre zweitausendzwölft, am achtzehnten April.

Vor Notar Henri HELLINCKX, mit Amtssitz zu Luxemburg.

Sind erschienen:

- 1) Frau Gisela WENZ, Bankangestellte, beruflich wohnhaft in Luxembourg-Strassen, eröffnet.
- 2) Frau Tanja WIPPLINGER, Bankangestellte, beruflich wohnhaft in Luxembourg-Strassen.
- 3) Oliver KREMER, Bankangestellter, beruflich wohnhaft in Luxembourg-Strassen.

Diese Erschienenen, welche als Vorsitzende, Schriftführerin und Stimmzähler und als Aktionärsvertreter bei den ausserordentlichen Generalversammlungen der Investmentgesellschaft mit variablem Kapital („société d'investissement à capital variable“) „BZ Equity Fund“, mit Sitz in L1445 Luxembourg-Strassen, 4, rue Thomas Edison, eingetragen im Handels- und Gesellschaftsregister unter der Nummer B 157.402, vom 17. November 2011 und vom 22. Dezember 2011, gehandelt haben, ersuchen den Notar zu beurkunden dass die Bezeichnung der Gesellschaft irrtümlicherweise mit BZ EQUITY SICAV aufgeführt wurde und dass die Urkunden dahingehend zu berichtigen sind dass die Bezeichnung der Gesellschaft BZ Equity Fund lautet.

Worüber Urkunde aufgenommen zu Luxemburg/Strassen, am Datum wie eingangs erwähnt.

Nach Vorlesung und Erklärung alles Vorstehenden an die Erschienenen, dem beurkundenden Notar nach Namen, gebräuchlichen Vornamen, sowie Stand und Wohnort bekannt, haben dieselben mit dem Notar gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Gezeichnet: G. WENZ, T. WIPPLINGER, O. KREMER und H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 20 avril 2012. Relation: LAC/2012/18328. Reçu douze euros (12,- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

FÜR GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG, der Gesellschaft auf Begehr erteilt.

Luxemburg, den 25. April 2012.

Référence de publication: 2012049166/31.

(120067198) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 avril 2012.

Navitas Solar Group S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1417 Luxembourg, 4, rue Dicks.
R.C.S. Luxembourg B 154.730.

Wir teilen mit, dass Herr Jean-Claude Michels, sowie Herr Serge Dollendorf mit Wirkung zum 30. April 2012 aus dem Verwaltungsrat der Gesellschaft zurückgetreten sind.

Auszug aus der ordentlichen Generalversammlung der Aktionäre vom 30. April 2012

Aus den Beschlüssen der ordentlichen Generalversammlung der Navitas Solar Group S.A. vom 30. April 2012 ergibt sich, dass folgende Entscheidung getroffen wurde:

Die ordentliche Generalversammlung hat beschlossen mit sofortiger Wirkung die folgenden Personen zu neuen Mitgliedern des Verwaltungsrates der Gesellschaft zu bestellen und zwar bis zur Generalversammlung die über das Geschäftsjahr 2017 (zweitausendsiebzehn) befindet:

1. Herrn Lars Wolff Graversen, geboren am 24. April 1972 in Silkeborg, ansässig in Strandvejen 25, DK-8600 Silkeborg, sowie

2. Herrn Matthias Schätzle, geboren am 20. Oktober 1970 in Hamburg, berufsansässig 5, Heienhoff, L-1736 Sennigerberg.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 30. April 2012.

Navitas Solar Group S.A.

Référence de publication: 2012051578/22.

(120071099) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 mai 2012.

BJ General Holdings, Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 50.000,00.

Siège social: L-1466 Luxembourg, 12, rue Jean Engling.
R.C.S. Luxembourg B 106.905.

—
CLÔTURE DE LIQUIDATION

En date du 30 mars 2012, l'associé unique de la Société a décidé de clôturer la liquidation avec effet immédiat.

Il a en outre été décidé que les livres et documents sociaux de la Société seront conservés au App. 10B, 12, rue Jean Engling, L-1466 Luxembourg pendant une période de cinq années à partir de la publication du présent extrait dans le Mémorial C.

Pour extrait, délivré aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

BJ General Holdings S.à r.l.

Signature

Un Mandataire

Référence de publication: 2012050792/17.

(120070899) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mai 2012.

AllianceBernstein Institutional Investments, Fonds Commun de Placement.

—
NOTICE OF LIQUIDATION OF

AllianceBernstein Institutional Investments-UK Value Portfolio
(the "Portfolio")

AllianceBernstein (Luxembourg) S.à r.l. (the "Management Company"), acting as Management Company of the Portfolio, has put the Portfolio AllianceBernstein Institutional Investments-UK Value Portfolio into liquidation with effect on April 30, 2012 (the "Liquidation Date") due to a redemption request representing more than 95% of the total net asset value of such Portfolio.

The Management Company anticipates that the initial disbursement of liquidation proceeds will occur on or about mid-May 2012 with the balance, if any, being paid to investors as soon as practicable thereafter.

The undersigned Management Company has proceeded to the liquidation of the Portfolio in accordance with Luxembourg laws and regulations.

*The Board of Managers of
AllianceBernstein (Luxembourg) S.à r.l.*

Référence de publication: 2012052386/755/17.

Silverside Shipping S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5401 Ahn, 7, route du Vin.
R.C.S. Luxembourg B 99.545.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2012041689/10.

(120054701) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 avril 2012.

Sofie S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1728 Luxembourg, 14, rue du Marché-aux-Herbes.
R.C.S. Luxembourg B 125.290.

Le bilan au 31 décembre 2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2012041655/10.

(120055378) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 avril 2012.

StoneCreek Capital International Ltd., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 11.020.000,00.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.
R.C.S. Luxembourg B 162.605.

In the year two thousand and twelve, on the sixteenth of March.

Before US Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

SANJEL HOLDINGS CORPORATION, a corporation incorporated and existing under Alberta laws (Canada), with registered office at Suite 200, 505 - 2nd Street SW, Calgary, Alberta, T2P 1N8 Canada, registered with the Alberta Corporate Register, under corporate access number 2012390395 (the "Sole Shareholder"),

here represented by Régis Galiotto, notary's clerk, with professional address at 101, rue Cents, L-1319 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a proxy given by the Sole Shareholder on March 15, 2012.

Said proxy signed "ne varietur" by the proxyholder of the appearing person and the undersigned notary will remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

Such appearing person, represented by its proxyholder, has requested the notary to state as follows:

I. That SANJEL HOLDINGS CORPORATION, aforementioned, is the sole shareholder of a private limited liability company (société à responsabilité limitée) existing in Luxembourg under the name of STONECREEK CAPITAL INTERNATIONAL LTD., having its registered office at 15, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Company Register under number B 162.605 and incorporated by a deed of the undersigned notary, on June 28, 2011, published in the Luxembourg official gazette (Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations) dated October 8, 2011, number 2416 and amended for the last time by a deed of the undersigned notary, on September 26, 2011, published in the Luxembourg official gazette (Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations) dated January 17, 2012, number 133 (the "Company").

II. That the Company's share capital amounts to twenty thousand US Dollars (USD 20,000) represented by twenty thousand (20,000) shares with a par value of one US Dollar (USD 1) each, and an aggregate par value of twenty thousand US Dollars (USD 20,000).

III. That the Sole Shareholder is the legal and beneficial owner of an uncontested, current and immediately exercisable claim towards the Company amounting to fifty five million US Dollars (USD 55,000,000).

IV. That the Agenda of the meeting is the following:

1. Consider the restatement of the Company's share capital by the creation of two different classes of shares, namely the ordinary shares and the mandatory redeemable preferred shares;

2. Consider the conversion of the current twenty thousand (20,000) shares of the Company with a par value of one US Dollar (USD 1) each into twenty thousand (20,000) ordinary shares with a par value of one US Dollar (USD 1) each;

3. Consider to increase the Company's share capital by an amount of eleven million US Dollars (USD 11,000,000) in order to raise it from its present amount of twenty thousand US Dollars (USD 20,000) to eleven million twenty thousand US Dollars (USD 11,020,000) by the issuance of:

- One hundred ten thousand (110,000) new ordinary shares with a par value of one US Dollar (USD 1) each and an aggregate par value of one hundred ten thousand US Dollars (USD 110,000) together with an ordinary share premium of four hundred forty thousand US Dollars (USD 440,000) (the "New Ordinary Shares") and,

- Ten million eight hundred ninety thousand (10,890,000) mandatory redeemable preferred shares with a par value of one US Dollar (USD 1) each and an aggregate par value of ten million eight hundred ninety thousand US Dollars (USD 10,890,000) together with a mandatory redeemable preferred shares premium of forty three million five hundred sixty thousand US Dollars (USD 43,560,000) (the "MRPS");

4. Consider the subscription by the Sole Shareholder to all the New Ordinary Shares and all the MRPS;

5. Consider the full payment of the New Ordinary Shares and of the MRPS, by conversion of an uncontested, current and immediately exercisable claim towards the Company amounting to fifty five million US Dollars (USD 55,000,000) (the "Claim");

6. Consider the valuation method used for determining the value of the Claim;

7. Consider the subsequent amendment of Articles 6, 8, 12 and 13 of the Company's articles of association to give it the following content:

"Art. 6. Share Capital - Shares.

6.1 Subscribed share capital

The share capital amounts to eleven million twenty thousand US Dollars (USD 11,020,000) represented by one hundred thirty thousand (130,000) ordinary shares of one US Dollar (USD 1) each (the "Ordinary Shares") and ten million eight hundred ninety thousand (10,890,000) mandatory redeemable preferred shares of one US Dollar (USD 1) each (the

“MRPS”), all fully subscribed and entirely paid up. For the sake of clarity, “shares” in the present Articles shall include Ordinary Shares and MRPS. At the moment and as long as all the shares are held by only one shareholder, the Company is a sole shareholder company (“société unipersonnelle”) in the meaning of article 179 (2) of the Law. In this contingency articles 200-1 and 200-2, amongst others, will apply, this entailing that each decision of the sole shareholder and each agreement entered into between the sole shareholder and the Company represented by him shall be established in writing.

6.2 Share premium

Ordinary Shares and MRPS (together referred to as the «classes» of shares and each referred to as a «class» of shares) can be issued with or without a share premium, subject to legal requirements and the provisions of the present Articles. Any amount of share premium which has been paid in addition to the par value of the Ordinary Shares (the “Ordinary Share Premium”) shall remain attached to the Ordinary Shares and shall be designated as the “Ordinary Share Premium Account”. Any amount of share premium which has been paid in addition to the par value of the MRPS (the “MRPS Premium”) shall remain attached to the MRPS and shall be designated as the “MRPS Premium Account”.

As long as the Company has a sole shareholder, a portion of Ordinary Share Premium equal to 10% of the share capital (represented by both Ordinary Shares and MRPS) should be allocated to the legal reserve.

6.3 Modification of share capital

The share capital may be changed at any time by a decision of the sole shareholder or by a decision of the general shareholders’ meeting, in accordance with article 8 of these Articles and within the limits provided for by article 199 of the Law.

As long as the Company has a sole shareholder, if an impairment is booked in the Company’s quarterly accounts on the value of any of its subsidiaries and if the quarterly accounts show that further to such impairment the Company is in a loss position, the shareholder shall, before the end of the financial year during which the impairment is booked, decrease the Ordinary Share Premium Account in order to absorb such loss.

6.4 Redemption of shares

The sole shareholder, or, in case of plurality of shareholders, the general meeting of the shareholders of the Company may resolve to redeem part or all of the MRPS subject however to the conditions as set out below.

MRPS are redeemable (partially or in full) at any time until maturity at the option of the Company (an “Early Redemption Date”). The Company shall redeem the MRPS at the latest on March 16, 2022 (the “Maturity Date”). The MRPS shall be redeemed for an amount corresponding to the aggregate par value of the redeemed MRPS, MRPS Premium attached to the redeemed MRPS, as well as any preferred dividend as defined in Article 12 accrued but not yet declared on the redeemed MRPS at the time of redemption (the “Redemption Price”). Nonetheless, the MRPS shall only be redeemed at the Maturity Date if the Company has sufficient available funds to do so (“Available Funds”). In case the Company does not dispose of Available Funds to pay the Redemption Price in cash at the Maturity Date, it may, at its sole discretion, pay the Redemption Price in kind (partially or in full). In case the Company has Available Funds to pay the Redemption Price in cash, the Redemption Price can nonetheless be paid in kind (either at the Maturity Date or an Earlier Redemption Date), if the MRPS holder(s) so agree. Irrespective of whether the Company has Available Funds or not to pay the Redemption Price in cash, the Company may discharge the Redemption Price (either at the Maturity Date or an Earlier Redemption Date) by transferring to the holder(s) of MRPS to be redeemed any receivable(s) owing to the Company by any person, to be valued for these purposes at the higher of the face value and the market value of the receivable(s) to be transferred.

MRPS redeemed by the Company shall be immediately cancelled and the amount of share capital shall be reduced accordingly. In addition, the MRPS Premium Account shall be reduced accordingly.

6.5 Indivisibility of shares

Towards the Company, the Company’s shares are indivisible, since only one owner is admitted per share. Joint-owners have to appoint a sole person as their representative towards the Company.

6.6 Transfer of shares

In case of a sole shareholder, the Company’s shares held by the sole shareholder are freely transferable.

In the case of plurality of shareholders, the shares held by each shareholder may be transferred in compliance with the requirements of article 189 and 190 of the Law.

6.7 Registration of shares

All shares are in registered form, in the name of a specific person, and recorded in the shareholders’ register in accordance with article 185 of the Law.

Art. 8. General shareholders’ meeting. The sole shareholder assumes all powers conferred to the general shareholders’ meeting.

In case of a plurality of shareholders, each shareholder may take part in collective decisions irrespectively of the number of shares, which he owns. Each shareholder has voting rights commensurate with his shareholding. Collective decisions are only validly taken insofar as they are adopted by shareholders owning more than half of each class of shares and owning together more than half of the entire share capital.

However, resolutions to alter the Articles, except in case of a change of nationality which requires a unanimous vote, may only be adopted by the majority of the shareholders owning at least three quarters of each class of shares and owning together at least three quarters of the Company's entire share capital, subject to the provisions of the Law.

The holding of general shareholders' meetings shall not be mandatory where the number of shareholders does not exceed twenty-five (25). In such case, each shareholder shall receive the precise wording of the text of the resolutions or decisions to be adopted and shall give his vote in writing.

Art. 12. Distribution of profits. For every financial year of the Company, and for the first time at the occasion of its first financial year, the holders of MRPS are entitled to a cumulative preferred dividend of 6.105% a year, to be accrued on a daily basis (360-days/year), computed on the par value of the MRPS and MRPS Premium Account ("Preferred Dividend").

Preferred Dividends shall be cumulated and may be declared each year to the extent the Company has sufficient distributable profits available. If the current year's Preferred Dividends may not be declared (due to a lack of distributable profits), they shall be cumulated and can be declared in the next financial year, or the first following year in which there is sufficient profit to distribute.

The holders of the Ordinary Shares are entitled to the remainder of the Company's profit for any given financial year ("Ordinary Dividend"), but no dividends will be paid to the holders of the Ordinary Shares until all rights to Preferred Dividends of the holders of MRPS of the current year and the prior years have been paid.

The above Preferred Dividends do not have any impact on the obligation for each shareholder to participate to the losses under the sequence described in article 13 of the present Articles.

The board of managers may resolve to pay one or more interim dividends with respect to the MRPS ("Preferred Interim Dividend") and Ordinary Shares ("Ordinary Interim Dividend"), including during the first financial year, subject to the drafting of an interim balance sheet showing that sufficient funds are available for distribution. The declaration of Preferred Interim Dividends shall be limited to the Preferred Dividends accumulated on the MRPS as at the day this decision is taken. The Ordinary Interim Dividend shall be limited to the distributable profits that are in excess of the profits necessary to declare the Preferred Interim Dividend until the financial year end. Any manager may require, at its sole discretion, to have this interim balance sheet reviewed by an independent auditor at the Company's expense.

The total amount to be distributed may not exceed total distributable profits since the end of the last financial year, if existing, increased by profits carried forward and available reserves, less losses carried forward and amount to be allocated to reserve pursuant to the requirements of the Law or of the Articles.

Art. 13. Dissolution - Liquidation. The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, insolvency or bankruptcy of the sole shareholder or of one of the shareholders.

Except in the case of dissolution by court order, the dissolution of the Company may take place only pursuant to a decision adopted by the general meeting of shareholders in accordance with the conditions laid down for amendments to the Articles. At the time of dissolution of the Company, the liquidation will be carried out by one or several liquidators, shareholders or not, appointed by the shareholders who shall determine their powers and remuneration.

Upon winding-up of the Company, subject the prior payment of the Company's creditors and to the availability of funds, the holders of the MRPS have a preferred right to the repayment of their contributions (i.e., MRPS and MRPS Premium Account) and Preferred Dividend accrued or declared but not yet paid at that time.

The holders of the Ordinary Shares are not entitled to the repayment of their contribution (i.e., Ordinary Shares, Ordinary Share Premium Account, Ordinary Share Premium allocated to the legal reserve or any other reserve if any) until all rights to repayment of the holders of MRPS have been discharged. Should there be insufficient funds to pay entirely the preferred repayment right of MRPS, available funds will be allocated to the holders of MRPS pro rata their repayment rights. Holders of the Ordinary Shares are entitled to the entire liquidation proceeds (liquidation profits) of the Company after the holders of MRPS have received their preferred rights to repayment. Holders of MRPS are thus excluded from any liquidation surplus of the Company after they have received their preferred right to repayment.

In case of liquidation losses, such losses will be supported firstly by the holders of the Ordinary Shares, and then by the holders of the MRPS when necessary."

8. Miscellaneous.

IV. That, on basis of the Agenda, the Sole Shareholder takes the following resolutions:

First resolution

The Sole Shareholder resolves to create two distinct classes of shares namely the ordinary shares and the mandatory redeemable preferred shares.

Second resolution

The Sole Shareholder resolves to convert the current twenty thousand (20,000) shares of the Company with a par value of one US Dollar (USD 1) each and an aggregate par value of twenty thousand US Dollars (USD 20,000) into twenty thousand (20,000) ordinary shares of the Company with a par value of one US Dollar (USD 1) each, and an aggregate par value of twenty thousand US Dollars (USD 20,000).

Third resolution

The Sole Shareholder resolves to increase the Company's share capital to the extent of eleven million US Dollars (USD 11,000,000) in order to raise it from its present amount of twenty thousand US Dollars (USD 20,000) to eleven million twenty thousand US Dollars (USD 11,020,000) by the issue of:

- One hundred ten thousand (110,000) new ordinary shares with a par value of one US Dollar (USD 1) each and an aggregate par value of one hundred ten thousand US Dollars (USD 110,000) together with an ordinary share premium of four hundred forty thousand US Dollars (USD 440,000); and,

- Ten million eight hundred ninety thousand (10,890,000) mandatory redeemable preferred shares with a par value of one US Dollar (USD 1) each and an aggregate par value of ten million eight hundred ninety thousand US Dollars (USD 10,890,000) together with a mandatory redeemable preferred shares premium of forty three million five hundred sixty thousand US Dollars (USD 43,560,000).

Intervention - Subscription - Payment

The Sole Shareholder through its proxyholder declares to subscribe to all the Ordinary Shares and MRPS, and to fully pay them up by the conversion of the Claim.

Valuation

The Claim is valued at fifty five million US Dollars (USD 55,000,000), such value has been decided by the Sole Shareholder by way of a declaration of value (the "Declaration of Value"), dated March 16, 2012 (the "Execution Date") and accepted by the managers of the Company by way of a valuation statement as of the Execution Date (the "Valuation Statement").

Evidence of the claim's existence

Evidence of the conversion of the Claim and of its value has been given to the undersigned notary by the copy of the following documents:

- the Declaration of Value; and
- the Valuation Statement.

The Declaration of Value and Valuation Statement shall remain attached to the present deed.

Effective implementation of the conversion

The Sole Shareholder, through its proxyholder, declares that:

- it is the sole beneficial owner of the Claim and has the power to dispose of it;
- the conversion of the Claim is effective today without restriction.

Fourth resolution

Pursuant to the above increase of capital, the Sole Shareholder resolves to amend Articles 6, 8, 12 and 13 of the Company's articles of association, which shall henceforth read as follows:

"Art. 6. Share capital - Shares.
6.1 Subscribed share capital

The share capital amounts to eleven million twenty thousand US Dollars (USD 11,020,000) represented by one hundred thirty thousand (130,000) ordinary shares of one US Dollar (USD 1) each (the "Ordinary Shares") and ten million eight hundred ninety thousand (10,890,000) mandatory redeemable preferred shares of one US Dollar (USD 1) each (the "MRPS"), all fully subscribed and entirely paid up. For the sake of clarity, "shares" in the present Articles shall include Ordinary Shares and MRPS. At the moment and as long as all the shares are held by only one shareholder, the Company is a sole shareholder company ("société unipersonnelle") in the meaning of article 179 (2) of the Law. In this contingency articles 200-1 and 200-2, amongst others, will apply, this entailing that each decision of the sole shareholder and each agreement entered into between the sole shareholder and the Company represented by him shall be established in writing.

6.2 Share premium

Ordinary Shares and MRPS (together referred to as the «classes» of shares and each referred to as a «class» of shares) can be issued with or without a share premium, subject to legal requirements and the provisions of the present Articles. Any amount of share premium which has been paid in addition to the par value of the Ordinary Shares (the "Ordinary Share Premium") shall remain attached to the Ordinary Shares and shall be designated as the "Ordinary Share Premium Account". Any amount of share premium which has been paid in addition to the par value of the MRPS (the "MRPS Premium") shall remain attached to the MRPS and shall be designated as the "MRPS Premium Account".

As long as the Company has a sole shareholder, a portion of Ordinary Share Premium equal to 10% of the share capital (represented by both Ordinary Shares and MRPS) should be allocated to the legal reserve.

6.3 Modification of share capital

The share capital may be changed at any time by a decision of the sole shareholder or by a decision of the general shareholders' meeting, in accordance with article 8 of these Articles and within the limits provided for by article 199 of the Law.

As long as the Company has a sole shareholder, if an impairment is booked in the Company's quarterly accounts on the value of any of its subsidiaries and if the quarterly accounts show that further to such impairment the Company is in a loss position, the shareholder shall, before the end of the financial year during which the impairment is booked, decrease the Ordinary Share Premium Account in order to absorb such loss.

6.4 Redemption of shares

The sole shareholder, or, in case of plurality of shareholders, the general meeting of the shareholders of the Company may resolve to redeem part or all of the MRPS subject however to the conditions as set out below.

MRPS are redeemable (partially or in full) at any time until maturity at the option of the Company (an "Early Redemption Date"). The Company shall redeem the MRPS at the latest on March 16, 2022 (the "Maturity Date"). The MRPS shall be redeemed for an amount corresponding to the aggregate par value of the redeemed MRPS, MRPS Premium attached to the redeemed MRPS, as well as any preferred dividend as defined in Article 12 accrued but not yet declared on the redeemed MRPS at the time of redemption (the "Redemption Price"). Nonetheless, the MRPS shall only be redeemed at the Maturity Date if the Company has sufficient available funds to do so ("Available Funds"). In case the Company does not dispose of Available Funds to pay the Redemption Price in cash at the Maturity Date, it may, at its sole discretion, pay the Redemption Price in kind (partially or in full). In case the Company has Available Funds to pay the Redemption Price in cash, the Redemption Price can nonetheless be paid in kind (either at the Maturity Date or an Earlier Redemption Date), if the MRPS holder(s) so agree. Irrespective of whether the Company has Available Funds or not to pay the Redemption Price in cash, the Company may discharge the Redemption Price (either at the Maturity Date or an Earlier Redemption Date) by transferring to the holder(s) of MRPS to be redeemed any receivable(s) owing to the Company by any person, to be valued for these purposes at the higher of the face value and the market value of the receivable(s) to be transferred.

MRPS redeemed by the Company shall be immediately cancelled and the amount of share capital shall be reduced accordingly. In addition, the MRPS Premium Account shall be reduced accordingly.

6.5 Indivisibility of shares

Towards the Company, the Company's shares are indivisible, since only one owner is admitted per share. Joint-owners have to appoint a sole person as their representative towards the Company.

6.6 Transfer of shares

In case of a sole shareholder, the Company's shares held by the sole shareholder are freely transferable.

In the case of plurality of shareholders, the shares held by each shareholder may be transferred in compliance with the requirements of article 189 and 190 of the Law.

6.7 Registration of shares

All shares are in registered form, in the name of a specific person, and recorded in the shareholders' register in accordance with article 185 of the Law.

Art. 8. General shareholders' meeting. The sole shareholder assumes all powers conferred to the general shareholders' meeting.

In case of a plurality of shareholders, each shareholder may take part in collective decisions irrespectively of the number of shares, which he owns. Each shareholder has voting rights commensurate with his shareholding. Collective decisions are only validly taken insofar as they are adopted by shareholders owning more than half of each class of shares and owning together more than half of the entire share capital.

However, resolutions to alter the Articles, except in case of a change of nationality which requires a unanimous vote, may only be adopted by the majority of the shareholders owning at least three quarters of each class of shares and owning together at least three quarter of the Company's entire share capital, subject to the provisions of the Law.

The holding of general shareholders' meetings shall not be mandatory where the number of shareholders does not exceed twenty-five (25). In such case, each shareholder shall receive the precise wording of the text of the resolutions or decisions to be adopted and shall give his vote in writing.

Art. 12. Distribution of profits. For every financial year of the Company, and for the first time at the occasion of its first financial year, the holders of MRPS are entitled to a cumulative preferred dividend of 6.105% a year, to be accrued on a daily basis (360-days/year), computed on the par value of the MRPS and MRPS Premium Account ("Preferred Dividend").

Preferred Dividends shall be cumulated and may be declared each year to the extent the Company has sufficient distributable profits available. If the current year's Preferred Dividends may not be declared (due to a lack of distributable profits), they shall be cumulated and can be declared in the next financial year, or the first following year in which there is sufficient profit to distribute.

The holders of the Ordinary Shares are entitled to the remainder of the Company's profit for any given financial year ("Ordinary Dividend"), but no dividends will be paid to the holders of the Ordinary Shares until all rights to Preferred Dividends of the holders of MRPS of the current year and the prior years have been paid.

The above Preferred Dividends do not have any impact on the obligation for each shareholder to participate to the losses under the sequence described in article 13 of the present Articles.

The board of managers may resolve to pay one or more interim dividends with respect to the MRPS ("Preferred Interim Dividend") and Ordinary Shares ("Ordinary Interim Dividend"), including during the first financial year, subject to the drafting of an interim balance sheet showing that sufficient funds are available for distribution. The declaration of Preferred Interim Dividends shall be limited to the Preferred Dividends accumulated on the MRPS as at the day this decision is taken. The Ordinary Interim Dividend shall be limited to the distributable profits that are in excess of the profits necessary to declare the Preferred Interim Dividend until the financial year end. Any manager may require, at its sole discretion, to have this interim balance sheet reviewed by an independent auditor at the Company's expense.

The total amount to be distributed may not exceed total distributable profits since the end of the last financial year, if existing, increased by profits carried forward and available reserves, less losses carried forward and amount to be allocated to reserve pursuant to the requirements of the Law or of the Articles.

Art. 13. Dissolution - Liquidation. The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, insolvency or bankruptcy of the sole shareholder or of one of the shareholders.

Except in the case of dissolution by court order, the dissolution of the Company may take place only pursuant to a decision adopted by the general meeting of shareholders in accordance with the conditions laid down for amendments to the Articles. At the time of dissolution of the Company, the liquidation will be carried out by one or several liquidators, shareholders or not, appointed by the shareholders who shall determine their powers and remuneration.

Upon winding-up of the Company, subject the prior payment of the Company's creditors and to the availability of funds, the holders of the MRPS have a preferred right to the repayment of their contributions (i.e., MRPS and MRPS Premium Account) and Preferred Dividend accrued or declared but not yet paid at that time.

The holders of the Ordinary Shares are not entitled to the repayment of their contribution (i.e., Ordinary Shares, Ordinary Share Premium Account, Ordinary Share Premium allocated to the legal reserve or any other reserve if any) until all rights to repayment of the holders of MRPS have been discharged. Should there be insufficient funds to pay entirely the preferred repayment right of MRPS, available funds will be allocated to the holders of MRPS pro rata their repayment rights.

Holders of the Ordinary Shares are entitled to the entire liquidation proceeds (liquidation profits) of the Company after the holders of MRPS have received their preferred rights to repayment. Holders of MRPS are thus excluded from any liquidation surplus of the Company after they have received their preferred right to repayment.

In case of liquidation losses, such losses will be supported firstly by the holders of the Ordinary Shares, and then by the holders of the MRPS when necessary."

There being no further business, the meeting is terminated.

Costs

The expenses, costs, remuneration or charges in any form whatsoever which will be borne to the Company as a result of the present deed are estimated at approximately seven thousand Euros (EUR 7,000.-).

The undersigned notary, who knows English, states that on request of the appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French version and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will be binding.

WHEREOF the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the person appearing, the proxyholder of the appearing person signed together with the notary the present deed.

Suit la version française du texte qui précède:

L'an deux mille douze, le seize mars.

Par-devant Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché du Luxembourg.

A comparu:

SANJEL HOLDINGS CORPORATION, une société de droit d'Alberta (Canada), ayant son siège social au Suite 200, 505 - 2nd Street SW, Calgary, Alberta, T2P 1N8 Canada, inscrite au Registre des Sociétés d'Alberta (Canada), sous le matricule 2012390395 (l'«Associée Unique»),

ici représentée par Régis Gallozzo, clerc de notaire, ayant son adresse professionnelle au 101, rue Cents, L-1319 Luxembourg, Grand-Duché du Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée par l'Associée Unique le 15 mars 2012.

Laquelle procuration, après avoir été signée «ne varietur» par le mandataire de la comparante et le notaire instrumentaire, restera annexée aux présentes pour être enregistrée en même temps.

Laquelle comparante représentée par son mandataire a requis le notaire instrumentaire d'acter:

I. Que SANJEL HOLDINGS CORPORATION, précitée, est l'associée unique de la société à responsabilité limitée établie à Luxembourg sous la dénomination de STONECREEK CAPITAL INTERNATIONAL LTD., ayant son siège social au 15, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, Grand-Duché du Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le matricule B 162.605 et constituée aux termes d'un acte reçu par le notaire instrumentant en date du 28 juin 2011, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations en date du 8 octobre 2011, numéro 2416 et modifié pour la dernière fois par un acte du notaire instrumentant en date du 26 septembre 2011, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations en date du 17 janvier 2012, numéro 133 (la «Société»).

II. Que le capital social de la Société est de vingt mille US Dollars (USD 20.000) représenté par vingt mille (20.000) parts sociales d'une valeur nominale d'un US Dollar (USD 1) chacune, et d'une valeur nominale totale de vingt mille US Dollars (USD 20.000).

III. Que l'Associée Unique est la bénéficiaire d'une créance certaine, liquide et immédiatement exigible d'un montant de cinquante cinq millions US Dollars (USD 55.000.000) à l'égard de la Société.

IV. Que la présente assemblée a pour ordre du jour:

1. Considérer la modification du capital social de la Société par la création de deux classes distinctes de parts sociales à savoir des parts sociales ordinaires et de parts sociales préférentielles avec obligation de rachat;

2. Considérer la conversion des vingt mille (20.000) parts sociales existantes de la Société d'une valeur nominale d'un US Dollar (USD 1) chacune en vingt mille (20.000) parts sociales ordinaires d'une valeur nominale d'un US Dollar (USD 1) chacune;

3. Considérer l'augmentation du capital de la Société à concurrence de onze millions d'US Dollars (USD 11.000.000) afin de le porter de son montant actuel de vingt mille US Dollars (USD 20.000) à onze millions vingt mille US Dollars (USD 11.020.000) par l'émission de:

- Cent dix mille (110.000) nouvelles parts sociales ordinaires d'une valeur nominale d'un US Dollar (USD 1) chacune et d'une valeur nominale totale de cent dix mille US Dollars (USD 110.000) avec une prime d'émission de parts sociales ordinaires d'un montant de quatre cent quarante mille US Dollars (USD 440.000) (les «Nouvelles Parts Sociales Ordinaires»);

- Dix millions huit cent quatre-vingt-dix mille (10.890.000) parts sociales préférentielles avec obligation de rachat d'une valeur nominale d'un US Dollar (USD 1) chacune et d'une valeur nominale totale de dix millions huit cent quatre-vingt-dix mille US Dollars (USD 10.890.000) avec une prime d'émission de MRPS d'un montant de quarante trois millions cinq cent soixante mille US Dollars (USD 43.560.000) (les «MRPS»);

4. Considérer la souscription par l'Associée Unique à toutes les Nouvelles Parts Sociales Ordinaires et toutes les MRPS;

5. Considérer la libération intégrale des Nouvelles Parts Sociales Ordinaires et des MRPS par conversion d'une créance certaine, liquide et immédiatement exigible à l'égard de la Société d'un montant de cinquante cinq millions d'US Dollars (USD 55.000.000) (la «Créance»);

6. Prise en compte de la méthode d'évaluation utilisée pour déterminer la valeur de la Crédence;

7. Modification des articles 6, 8, 12 et 13 des statuts de la Société afin de lui donner le contenu suivant:

« Art. 6. Capital social - Parts sociales.

6.1 Capital souscrit et libéré

Le capital social est fixé à onze millions vingt mille US Dollars (USD 11.020.000) représenté par cent trente mille (130.000) parts sociales ordinaires d'une valeur nominale d'un US Dollar (USD 1) chacune (les «Parts Sociales Ordinaires») et par dix millions huit cent quatre-vingt-dix mille (10.890.000) parts sociales préférentielles avec obligation de rachat d'une valeur nominale d'un US Dollar (USD 1) chacune (les «MRPS»), toutes entièrement souscrites et libérées. Dans un souci de clarté, les «parts sociales» dans les présents statuts comprennent les Parts Sociales Ordinaires et les MRPS. A partir du moment et aussi longtemps que toutes les parts sociales sont détenues par un seul associé, la Société est une société unipersonnelle au sens de l'article 179 (2) de la Loi. Dans la mesure où les articles 200-1 et 200-2 de la Loi trouvent à s'appliquer, chaque décision de l'associé unique et chaque contrat conclu entre lui et la Société représentée par lui sont inscrits sur un procès-verbal ou établis par écrit.

6.2 Prime d'émission

Les Parts Sociales Ordinaires et les MRPS (appelés collectivement les «classes» de parts sociales et individuellement appelé «classe» de parts sociales) peuvent être émises avec ou sans prime d'émission, soumises aux obligations légales et aux dispositions des présents statuts. Tout montant de prime d'émission qui a été payé en supplément de la valeur nominale des Parts Sociales Ordinaires (la «Prime d'Emission des Parts Sociales Ordinaires») restera attaché aux Parts Sociales Ordinaires et sera dénommé «Compte de Prime d'Emission des Parts Sociales Ordinaires»). Tout montant de prime d'émission qui a été payé en supplément de la valeur nominale des MRPS (la «Prime d'Emission des MRPS») restera attaché aux MRPS et sera dénommé «Compte de Prime d'Emission des MRPS»).

Tant que la Société a un associé unique, une partie des Primes d'Emission des Parts Sociales Ordinaires s'élevant 10% du capital social (représenté par les Parts Sociales Ordinaires et les MRPS) devra être allouée à la réserve légale.

6.3 Modification du capital social

Le capital social souscrit peut être modifié à tout moment par une décision de l'associé unique ou par une décision de l'assemblée générale des associés conformément à l'article 8 des présents Statuts et dans les limites prévues à l'article 199 de la Loi.

Tant que la Société est détenue par un associé unique, si une dépréciation est actée dans les comptes trimestriels de la Société sur la valeur d'une de ses filiales et si les comptes trimestriels établissent que suite à cette dépréciation la Société est en perte, l'associé peut, avant la fin de l'année comptable durant laquelle la dépréciation a été actée, diminuer le Compte de Prime d'Emission de Parts Sociales Ordinaires afin de compenser ladite perte.

6.4 Rachat d'actions

L'associé unique, ou, en cas de pluralité d'associés, l'assemblée générale des associés de la Société, peut décider de racheter une partie ou l'entièreté des MRPS conformément aux conditions énoncées ci-après.

Les MRPS sont rachetables (partiellement ou en totalité) au gré de la Société à tout moment jusqu'à leur échéance (une «Date de Rachat Anticipé»). La Société doit racheter les MRPS au plus tard le 16 mars 2022 (la «Date d'Exigibilité»). Les MRPS doivent être rachetés pour un montant correspondant à la valeur nominale totale des MRPS rachetés, du Compte de Prime d'Emission des MRPS rachetés, et de tout dividende préférentiel, tel que défini à l'article 12, accumulé mais non encore repris sous les MRPS rachetés au moment du rachat (le «Prix de Rachat»). Néanmoins, les MRPS seront rachetés à la Date d'Exigibilité uniquement si la Société a suffisamment de fonds disponibles pour ledit rachat (les «Fonds Disponibles»). Dans le cas où la Société ne disposera pas des Fonds Disponibles pour payer le Prix de Rachat en espèces à la Date d'Exigibilité, elle pourra, à sa seule discrétion, payer le Prix de Rachat en nature (partiellement ou en totalité). Dans le cas où la Société dispose de Fonds Disponibles pour payer le Prix de Rachat en espèces, le Prix de Rachat peut néanmoins être payé en nature (soit à la Date d'Exigibilité soit à une Date de Rachat Anticipé), si le(s) détenteur(s) de MRPS y sont favorables. Que la Société ait des Fonds Disponibles ou non pour payer le Prix de Rachat en espèces, la Société peut s'acquitter du Prix de Rachat (soit à la Date d'Exigibilité soit à une Date de Rachat Anticipé) en transférant au(x) détenteur(s) de MRPS rachetés toute créance(s) dû à la Société par toute personne, qui sera évaluée dans ce but au plus haut de la valeur nominale ou de la valeur de marché des créance(s) à transférer.

Les MRPS rachetés sont immédiatement annulés et le montant du capital social doit être réduit corrélativement. En outre, le compte de Prime d'Emission des MRPS doit être réduit en conséquence.

6.5 Indivisibilité des parts sociales

Envers la Société, les parts sociales sont indivisibles, de sorte qu'un seul propriétaire est admis par part sociale. Les copropriétaires indivis doivent désigner une seule personne qui les représente auprès de la Société.

6.6 Transfert de parts sociales

Dans l'hypothèse où il n'y a qu'un seul associé, les parts sociales détenues par celui-ci sont librement transmissibles.

Dans l'hypothèse où il y a plusieurs associés, les parts sociales ne sont transmissibles que sous réserve du respect des dispositions prévues aux articles 189 et 190 de la Loi.

6.7 Enregistrement des parts sociales

Toutes les parts sociales sont nominatives, au nom d'une personne déterminée et sont inscrites sur le registre des associés conformément à l'article 185 de la Loi.

Art. 8. Assemblée générale des associés. L'associé unique exerce tous les pouvoirs conférés à l'assemblée générale des associés.

En cas de pluralité d'associés, chaque associé peut prendre part aux décisions collectives, quel que soit le nombre de parts qu'il détient. Chaque associé possède un droit de vote en rapport avec le nombre des parts qu'il détient. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles soient adoptées par des associés détenant plus de la moitié de chaque classe d'actions et détenant ensemble au moins plus de la moitié du capital.

Toutefois, les résolutions modifiant les Statuts, sauf en cas de changement de nationalité de la Société pour lequel un vote à l'unanimité des associés est exigé, ne peuvent être adoptées que par une majorité d'associés détenant au moins les trois quarts de chaque classe d'actions et détenant ensemble au moins trois quarts du capital social, conformément aux prescriptions de la Loi.

La tenue d'assemblées générales n'est pas obligatoire, quand le nombre des associés n'est pas supérieur à vingt-cinq (25). Dans ce cas, chaque associé recevra le texte des résolutions ou décisions à prendre expressément formulées et émettra son vote par écrit.

Art. 12. Distribution des bénéfices. Pour chaque année comptable de la Société, et pour la première fois lors de sa première année comptable, les détenteurs de MRPS ont droit à un dividende préférentiel cumulé de 6,105 % par an, déterminé sur une base journalière (360 jours/an), et calculé sur la valeur nominale des MRPS et du Compte de Prime d'Emission des MRPS («Dividende Préférentiel»).

Les Dividendes Préférentiels sont cumulés et peuvent être distribués chaque année pour autant que la Société ait suffisamment de bénéfices distribuables disponibles. Si les Dividendes Préférentiels de l'année ne sont pas distribués (à cause d'un manque de bénéfices distribuables), ils sont cumulés et peuvent être distribués durant l'année comptable suivante, ou la première année où il y a un bénéfice suffisant à distribuer.

Les détenteurs des Parts Sociales Ordinaires ont droit, chaque année comptable, aux bénéfices restants de la Société (le «Dividende Ordinaire»), mais aucun dividende ne sera payé aux détenteurs de Parts Sociales Ordinaires tant que tous les droits des Dividendes Préférentiels des détenteurs de MRPS de l'année en cours et des années précédentes n'ont pas été acquittés.

Les Dividendes Préférentiels ci-dessus n'ont aucune influence sur l'obligation de chaque associé de participer aux pertes décrites à l'article 13 des présents statuts.

Le conseil de gérance peut décider de procéder au paiement d'un ou de plusieurs acomptes sur dividendes concernant les MRPS («Acompte sur Dividendes Préférentiels») et les Parts Sociales Ordinaires («Acompte sur Dividendes Ordinaires»), y compris durant le premier exercice social, à condition d'établir un bilan intérimaire indiquant que des fonds suffisants sont disponibles pour la distribution. La déclaration d'Acompte sur Dividende Préférentiels devrait être limitée aux Dividendes Préférentiels accumulés sur les MRPS au jour où la décision de distribuer un tel dividende est prise. L'Acompte sur Dividendes Ordinaires se limite aux bénéfices distribuables excédant le bénéfice nécessaire à l'Acompte sur Dividendes Préférentiels jusqu'à la fin de l'année comptable. Chaque gérant peut, de manière discrétionnaire, demander que ce bilan intérimaire soit revu par un réviseur d'entreprises aux frais de la Société.

Le montant total distribué ne doit pas excéder le montant total des bénéfices distribuables réalisés depuis la fin du dernier exercice social, le cas échéant, augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables, et diminué des pertes reportées et sommes à allouer à une réserve en vertu d'une obligation légale ou statutaire.

Art. 13. Dissolution - Liquidation. La Société ne sera pas dissoute par suite du décès, de la suspension des droits civils, de l'insolvabilité ou de la faillite de l'associé unique ou d'un des associés.

Sauf dans le cas d'une dissolution par décision judiciaire, la dissolution de la Société ne peut se faire que sur décision adoptée par l'assemblée générale des associés dans les conditions exigées pour la modification des Statuts. Au moment de la dissolution de la Société, la liquidation sera effectuée par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par les associés qui détermineront leurs pouvoirs et rémunération.

Suivant la dissolution de la Société, sous réserve du paiement des créanciers de la Société et de la disponibilité des fonds, les détenteurs de MRPS ont un droit préférentiel au remboursement de leur apport (comprenant notamment les MRPS et le Compte de Prime d'Emission des MRPS) et du Dividende Préférentiel cumulé ou déclaré mais non encore payé.

Les détenteurs de Parts Sociales Ordinaires n'ont pas de droit préférentiel au remboursement de leur apport (comprenant notamment les Parts Sociales Ordinaires, le Compte de Prime d'Emission des Parts Sociales Ordinaires, et la Prime d'Emission des Parts Sociales Ordinaires allouée à la réserve légale ou à toute autre réserve) tant que tous les droits de remboursement des détenteurs de MRPS n'ont pas été exécutés. S'il n'y a pas de fonds suffisants pour payer entièrement le droit préférentiel de remboursement des MRPS, les fonds disponibles seront alloués au prorata des droits de remboursement. Les détenteurs de Parts Sociales Ordinaires ont droit à l'entièreté des bonis de liquidation de la Société après que les détenteurs de MRPS aient obtenu le paiement de leur droit au remboursement. Les détenteurs de MRPS sont donc exclus de tout excédant de liquidation de la Société après obtention du paiement de leur droit au remboursement.

En cas de pertes, ces pertes sont supportées premièrement par les détenteurs de Parts Sociales Ordinaires, et ensuite, si nécessaire, par les détenteurs de MRPS.»

8. Divers.

III. Que sur base de l'ordre du jour, l'Associée Unique prend les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Associée Unique décide de créer deux classes distinctes de parts sociales à savoir des parts sociales ordinaires et des MRPS.

Deuxième résolution

L'Associée Unique décide de convertir les vingt mille (20.000) parts sociales actuelles de la Société ayant une valeur nominale d'un US Dollar (USD 1) chacune, et une valeur nominale totale de vingt mille US Dollars (USD 20.000) en vingt mille (20.000) parts sociales ordinaires de la Société ayant une valeur nominale d'un US Dollar (USD 1) chacune, et une valeur nominale totale de vingt mille US Dollars (USD 20.000).

Troisième résolution

L'Associée Unique décide d'augmenter le capital social de la Société à concurrence de onze millions d'US Dollars (USD 11.000.000) afin de le porter de son montant actuel de vingt mille US Dollars (USD 20.000) à onze millions vingt mille US Dollars (USD 11.020.000) par l'émission de:

- Cent dix mille (110.000) nouvelles parts sociales ordinaires d'une valeur nominale d'un US Dollar (USD 1) chacune et d'une valeur nominale totale de cent dix mille US Dollars (USD 110.000) avec une prime d'émission de parts sociales ordinaires d'un montant de quatre cent quarante mille US Dollars (USD 440.000);

- Dix millions huit cent quatre-vingt-dix mille (10.890.000) MRPS d'une valeur nominale d'un US Dollar (USD 1) chacune et d'une valeur nominale totale de dix millions huit cent quatre-vingt-dix mille US Dollars (USD 10.890.000) avec une prime d'émission de MRPS d'un montant de quarante trois millions cinq cent soixante mille US Dollars (USD 43,560,000).

Intervention - Souscription - Payment

L'Associée Unique, par le biais de son mandataire, déclare souscrire à toutes les Parts Sociales Ordinaires et toutes les MRPS et de les libérer entièrement par conversion de la Créance.

Evaluation

La Créance est évaluée à cinquante cinq millions d'US Dollars (USD 55.000.000), cette valeur a été décidée par l'Associée Unique par la voie d'une déclaration de valeur (la «Déclaration de Valeur») datée du 16 mars 2012 (la «Jour de la Signature») et acceptée par les gérants de la Société par la voie d'une certification de valeur (la «Certification de Valeur») datée au Jour de la Signature.

Preuve de l'existence de la créance

La preuve de la conversion de la Créance et de sa valeur a été donnée au notaire par la production d'une copie des documents suivants:

- Déclaration de Valeur;
- Certification de Valeur.

Lesdits Déclaration de Valeur et Certification de Valeur demeureront attachés au présent acte.

Effectivité de l'apport

L'Associée Unique, par le biais de son mandataire, déclare que:

- elle est la seule détentrice de la Créance, et a le pouvoir d'en disposer;
- la conversion de la Créance est effective aujourd'hui sans restriction.

Quatrième résolution

Suite à l'augmentation de capital ci-dessus, l'Associée Unique décide de modifier les articles 6, 8, 12 et 13 des statuts de la Société, qui auront désormais la teneur suivante:

« Art. 6. Capital social - Parts sociales.

6.1 Capital souscrit et libéré

Le capital social est fixé à onze millions vingt mille US Dollars (USD 11.020.000) représenté par cent trente mille (130.000) parts sociales ordinaires d'une valeur nominale d'un US Dollar (USD 1) chacune (les «Parts Sociales Ordinaires») et par dix millions huit cent quatre-vingt-dix mille (10.890.000) parts sociales préférentielles avec obligation de rachat d'une valeur nominale d'un US Dollar (USD 1) chacune (les «MRPS»), toutes entièrement souscrites et libérées. Dans un souci de clarté, les «parts sociales» dans les présents statuts comprennent les Parts Sociales Ordinaires et les MRPS. A partir du moment et aussi longtemps que toutes les parts sociales sont détenues par un seul associé, la Société est une société unipersonnelle au sens de l'article 179 (2) de la Loi. Dans la mesure où les articles 200-1 et 200-2 de la Loi trouvent à s'appliquer, chaque décision de l'associé unique et chaque contrat conclu entre lui et la Société représentée par lui sont inscrits sur un procès-verbal ou établis par écrit.

6.2 Prime d'émission

Les Parts Sociales Ordinaires et les MRPS (appelées collectivement les «classes» de parts sociales et individuellement appelée «classe» de parts sociales) peuvent être émises avec ou sans prime d'émission, soumises aux obligations légales et aux dispositions des présents statuts. Tout montant de prime d'émission qui a été payé en supplément de la valeur nominale des Parts Sociales Ordinaires (la «Prime d'Emission des Parts Sociales Ordinaires») restera attaché aux Parts Sociales Ordinaires et sera dénommé «Compte de Prime d'Emission des Parts Sociales Ordinaires». Tout montant de prime d'émission qui a été payé en supplément de la valeur nominale des MRPS (la «Prime d'Emission des MRPS») restera attaché aux MRPS et sera dénommé «Compte de Prime d'Emission des MRPS».

Tant que la Société a un associé unique, une partie des Primes d'Emission des Parts Sociales Ordinaires s'élevant 10% du capital social (représenté par les Parts Sociales Ordinaires et les MRPS) devra être allouée à la réserve légale.

6.3 Modification du capital social

Le capital social souscrit peut être modifié à tout moment par une décision de l'associé unique ou par une décision de l'assemblée générale des associés conformément à l'article 8 des présents Statuts et dans les limites prévues à l'article 199 de la Loi.

Tant que la Société est détenue par un associé unique, si une dépréciation est actée dans les comptes trimestriels de la Société sur la valeur d'une de ses filiales et si les comptes trimestriels établissent que suite à cette dépréciation la Société est en perte, l'associé peut, avant la fin de l'année comptable durant laquelle la dépréciation a été actée, diminuer le Compte de Prime d'Emission de Parts Sociales Ordinaires afin de compenser ladite perte.

6.4 Rachat d'actions

L'associé unique, ou, en cas de pluralité d'associés, l'assemblée générale des associés de la Société, peut décider de racheter une partie ou l'entièreté des MRPS conformément aux conditions énoncées ci-après.

Les MRPS sont rachetables (partiellement ou en totalité) au gré de la Société à tout moment jusqu'à leur échéance (une «Date de Rachat Anticipé»). La Société doit racheter les MRPS au plus tard le 16 mars 2022 (la «Date d'Exigibilité»). Les MRPS doivent être rachetés pour un montant correspondant à la valeur nominale totale des MRPS rachetés, du Compte de Prime d'Emission des MRPS rachetés, et de tout dividende préférentiel, tel que défini à l'article 12, accumulé mais non encore repris sous les MRPS rachetés au moment du rachat (le «Prix de Rachat»). Néanmoins, les MRPS seront rachetés à la Date d'Exigibilité uniquement si la Société a suffisamment de fonds disponibles pour ledit rachat (les «Fonds Disponibles»). Dans le cas où la Société ne disposera pas des Fonds Disponibles pour payer le Prix de Rachat en espèces à la Date d'Exigibilité, elle pourra, à sa seule discrétion, payer le Prix de Rachat en nature (partiellement ou en totalité). Dans le cas où la Société dispose de Fonds Disponibles pour payer le Prix de Rachat en espèces, le Prix de Rachat peut néanmoins être payé en nature (soit à la Date d'Exigibilité soit à une Date de Rachat Anticipé), si le(s) détenteur(s) de MRPS y sont favorables. Que la Société ait des Fonds Disponibles ou non pour payer le Prix de Rachat en espèces, la Société peut s'acquitter du Prix de Rachat (soit à la Date d'Exigibilité soit à une Date de Rachat Anticipé) en transférant au(x) détenteur(s) de MRPS rachetés toute créance(s) dû à la Société par toute personne, qui sera évaluée dans ce but au plus haut de la valeur nominale ou de la valeur de marché des créance(s) à transférer.

Les MRPS rachetés sont immédiatement annulés et le montant du capital social doit être réduit corrélativement. En outre, le compte de Prime d'Emission des MRPS doit être réduit en conséquence.

6.5 Indivisibilité des parts sociales

Envers la Société, les parts sociales sont indivisibles, de sorte qu'un seul propriétaire est admis par part sociale. Les copropriétaires indivis doivent désigner une seule personne qui les représente auprès de la Société.

6.6 Transfert de parts sociales

Dans l'hypothèse où il n'y a qu'un seul associé, les parts sociales détenues par celui-ci sont librement transmissibles.

Dans l'hypothèse où il y a plusieurs associés, les parts sociales ne sont transmissibles que sous réserve du respect des dispositions prévues aux articles 189 et 190 de la Loi.

6.7 Enregistrement des parts sociales

Toutes les parts sociales sont nominatives, au nom d'une personne déterminée et sont inscrites sur le registre des associés conformément à l'article 185 de la Loi.

Art. 8. Assemblée générale des associés. L'associé unique exerce tous les pouvoirs conférés à l'assemblée générale des associés.

En cas de pluralité d'associés, chaque associé peut prendre part aux décisions collectives, quel que soit le nombre de parts qu'il détient. Chaque associé possède un droit de vote en rapport avec le nombre des parts qu'il détient. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles soient adoptées par des associés détenant plus de la moitié de chaque classe d'actions et détenant ensemble au moins plus de la moitié du capital.

Toutefois, les résolutions modifiant les Statuts, sauf en cas de changement de nationalité de la Société pour lequel un vote à l'unanimité des associés est exigé, ne peuvent être adoptées que par une majorité d'associés détenant au moins les trois quarts de chaque classe d'actions et détenant ensemble au moins trois quarts du capital social, conformément aux prescriptions de la Loi.

La tenue d'assemblées générales n'est pas obligatoire, quand le nombre des associés n'est pas supérieur à vingt-cinq (25). Dans ce cas, chaque associé recevra le texte des résolutions ou décisions à prendre expressément formulées et émettra son vote par écrit.

Art. 12. Distribution des bénéfices. Pour chaque année comptable de la Société, et pour la première fois lors de sa première année comptable, les détenteurs de MRPS ont droit à un dividende préférentiel cumulé de 6,105 % par an, déterminé sur une base journalière (360 jours/an), et calculé sur la valeur nominale des MRPS et du Compte de Prime d'Emission des MRPS («Dividende Préférentiel»).

Les Dividendes Préférentiels sont cumulés et peuvent être distribués chaque année pour autant que la Société ait suffisamment de bénéfices distribuables disponibles. Si les Dividendes Préférentiels de l'année ne sont pas distribués (à cause d'un manque de bénéfices distribuables), ils sont cumulés et peuvent être distribués durant l'année comptable suivante, ou la première année où il y a un bénéfice suffisant à distribuer.

Les détenteurs des Parts Sociales Ordinaires ont droit, chaque année comptable, aux bénéfices restants de la Société (le «Dividende Ordinaire»), mais aucun dividende ne sera payé aux détenteurs de Parts Sociales Ordinaires tant que tous les droits des Dividendes Préférentiels des détenteurs de MRPS de l'année en court et des années précédentes n'ont pas été acquittés.

Les Dividendes Préférentiels ci-dessus n'ont aucune influence sur l'obligation de chaque associé de participer aux pertes décrites à l'article 13 des présents statuts.

Le conseil de gérance peut décider de procéder au paiement d'un ou de plusieurs acomptes sur dividendes concernant les MRPS («Acompte sur Dividendes Préférentiels») et les Parts Sociales Ordinaires («Acompte sur Dividendes Ordinaires»), y compris durant le premier exercice social, à condition d'établir un bilan intérimaire indiquant que des fonds

suffisants sont disponibles pour la distribution. La déclaration d'Acompte sur Dividende Préférentiels devrait être limitée aux Dividendes Préférentiels accumulés sur les MRPS au jour où la décision de distribuer un tel dividende est prise. L'Acompte sur Dividendes Ordinaires se limite aux bénéfices distribuables excédant le bénéfice nécessaire à l'Acompte sur Dividendes Préférentiels jusqu'à la fin de l'année comptable. Chaque gérant peut, de manière discrétionnaire, demander que ce bilan intérimaire soit revu par un réviseur d'entreprises aux frais de la Société.

Le montant total distribué ne doit pas excéder le montant total des bénéfices distribuables réalisés depuis la fin du dernier exercice social, le cas échéant, augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables, et diminué des pertes reportées et sommes à allouer à une réserve en vertu d'une obligation légale ou statutaire.

Art. 13. Dissolution - Liquidation. La Société ne sera pas dissoute par suite du décès, de la suspension des droits civils, de l'insolvabilité ou de la faillite de l'associé unique ou d'un des associés.

Sauf dans le cas d'une dissolution par décision judiciaire, la dissolution de la Société ne peut se faire que sur décision adoptée par l'assemblée générale des associés dans les conditions exigées pour la modification des Statuts. Au moment de la dissolution de la Société, la liquidation sera effectuée par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par les associés qui détermineront leurs pouvoirs et rémunération.

Suivant la dissolution de la Société, sous réserve du paiement des créanciers de la Société et de la disponibilité des fonds, les détenteurs de MRPS ont un droit préférentiel au remboursement de leur apport (comprenant notamment les MRPS et le Compte de Prime d'Emission des MRPS) et du Dividende Préférentiel cumulé ou déclaré mais non encore payé.

Les détenteurs de Parts Sociales Ordinaires n'ont pas de droit préférentiel au remboursement de leur apport (comprenant notamment les Parts Sociales Ordinaires, le Compte de Prime d'Emission des Parts Sociales Ordinaires, et la Prime d'Emission des Parts Sociales Ordinaires allouée à la réserve légale ou à toute autre réserve) tant que tous les droits de remboursement des détenteurs de MRPS n'ont pas été exécutés. S'il n'y a pas de fonds suffisants pour payer entièrement le droit préférentiel de remboursement des MRPS, les fonds disponibles seront alloués au prorata des droits de remboursement. Les détenteurs de Parts Sociales Ordinaires ont droit à l'entièreté des bonus de liquidation de la Société après que les détenteurs de MRPS aient obtenu le paiement de leur droit au remboursement. Les détenteurs de MRPS sont donc exclus de tout excédant de liquidation de la Société après obtention du paiement de leur droit au remboursement.

En cas de pertes, ces pertes sont supportées premièrement par les détenteurs de Parts Sociales Ordinaires, et ensuite, si nécessaire, par les détenteurs de MRPS.»

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, incombant à la Société et mis à sa charge à raison des présentes, sont évalués à environ sept mille Euros (EUR 7.000,-).

Le notaire soussigné, qui a personnellement la connaissance de la langue anglaise, déclare que la comparante l'a requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française, et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la comparante, le mandant de la comparante a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: R. GALIOTTO et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 26 mars 2012. Relation: LAC/2012/13656. Reçu soixante-quinze euros (75,- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 29 mars 2012.

Référence de publication: 2012038278/663.

(120051088) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mars 2012.

Patrick S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 136.619.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012041595/9.

(120055440) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 avril 2012.

Socparlux S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1911 Luxembourg, 9, rue du Laboratoire.
R.C.S. Luxembourg B 120.198.

L'an deux mille douze.

le vingt-trois mars.

Par-devant Maître Henri BECK, notaire de résidence à Echternach (Grand-Duché de Luxembourg).

A COMPARU:

Monsieur Patrick WINDEY, administrateur de sociétés, né le 19 décembre 1959 à Antwerpen (B), demeurant à L-8311 Capellen, 94, route d'Arlon,

ici représenté par Monsieur Alex KAISER, ayant son adresse professionnelle à L-1653 Luxembourg, 2, Avenue Charles de Gaulle,

en vertu d'une procuration sous seing privé lui délivrée en date du 13 mars 2012, laquelle procuration, après avoir été signée "ne varietur" par le mandataire du comparant et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être enregistrée avec lui.

Lequel comparant, représenté comme dit ci-avant, a exposé au notaire instrumentant ce qui suit:

Qu'il est l'associé unique de la société à responsabilité limitée SOCPARLUX S.à r.l., avec siège social à L-5365 Munsbach, 2, Parc d'activité Syrdall, inscrite au registre de commerce et des sociétés à Luxembourg sous le numéro B 120198 (NIN 2006 2437 880).

Que ladite société a été constituée suivant acte reçu par le notaire Paul Bettingen, de résidence à Niederanven, en date du 3 octobre 2006, publié au Mémorial C numéro 2188 du 23 novembre 2006.

Que le capital social de la société s'élève à douze mille cinq cents Euro (12.500,-€), représenté par cinq cents (500) parts sociales de vingt-cinq Euro (25,-€) chacune, toutes attribuées à Monsieur Patrick WINDEY, préqualifié.

Ensuite le comparant a requis le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

Unique résolution

L'associé unique décide de transférer le siège social de la société de L-5365 Munsbach, 2, Parc d'activité Syrdall à L-1911 Luxembourg, 9, rue du Laboratoire et par conséquent de modifier le premier alinéa de l'article 2 des statuts afin de lui donner la teneur suivante:

Art. 2. (1^{er} alinéa). Le siège de la société est établi dans la Ville de Luxembourg.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire du comparant, connu du notaire instrumentant d'après ses nom, prénom, état et demeure, il a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: A. KAISER, Henri BECK.

Enregistré à Echternach, le 26 mars 2012. Relation: ECH/2012/521. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

Le Receveur (signé): J.-M. MINY.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à demande, aux fins de dépôt au registre de commerce et des sociétés.

Echternach, le 02 avril 2012.

Référence de publication: 2012039445/40.

(120052438) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 avril 2012.

BIGPOINT Sàrl and Co, SCS, Société en Commandite simple.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 167.809.

—
STATUTEN

Im Jahre zweitausendzwölft, am zweiundzwanzigsten März,

Vor dem unterzeichneten Notar Henri HELLINCKX, mit Amtssitz in Luxemburg.

Sind erschienen:

1) BIGPOINT Sàrl, eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung luxemburgischen Rechts, mit Sitz in L-2086 Luxembourg, 412F, route d'Esch, welche durch Urkunde des unterzeichneten Notars vom heutigen Tage gegründet wurde,

(Komplementär)

vertreten durch ihre Geschäftsführer, Herrn Philip Reisberger, Diplom-Kaufmann, zur Zeit wohnhaft in D-22926 Ahrensburg, 46a, Starweg, und Herrn Tobias Reisberger, Diplom-Kaufmann, zur Zeit wohnhaft in D-22926 Ahrensburg, 46a, Starweg,

2) Bigpoint Global GmbH, eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung deutschen Rechts, mit Sitz in D-20354 Hamburg, 47-48 Drehbahn,

(Kommanditist),

vertreten durch Herrn Michael Gutsmann, Diplom-Kaufmann, wohnhaft in D-22763 Hamburg, 59c Fischersallee, gemäß privatrechtlicher Vollmacht, ausgestellt am 19. März 2012 in Hamburg (Deutschland).

Die Vollmacht wird nach Unterzeichnung ne varietur durch den Erschienenen und den unterzeichneten Notar gegenwärtiger Urkunde als Anlage beigefügt, um mit derselben einregisteriert zu werden.

Die Erschienenen ersuchen den unterzeichneten Notar, die Satzung einer Kommanditgesellschaft, die sie hiermit gründen, wie folgt zu beurkunden:

A. Form - Zweck - Bezeichnung - Sitz - Dauer

Art. 1. Es besteht hiermit zwischen den Zeichnern sowie allen zukünftigen Inhabern der in dieser Satzung ausgestellten Anteile eine Kommanditgesellschaft, die die Bezeichnung „BIGPOINT Sarl and Co, SCS“ führt.

Art. 2. Die Gesellschaft ist auf unbestimmte Zeit errichtet.

Art. 3. Zweck der Gesellschaft ist die Beteiligung jeder Art an in- und ausländischen Gesellschaften und Unternehmen jeglicher Art sowie die Verwaltung, die Entscheidungsdurchsetzung, die Kontrolle und Entwicklung von sämtlichen Beteiligungen. Die Gesellschaft kann auch an der Neuentwicklung, der Weiterentwicklung, der Verwaltung und der Kontrolle von Gesellschaften und Betrieben teilnehmen.

Die Gesellschaft kann Schulden aufnehmen, dies allerdings nicht durch öffentliche Zeichnungen. Die Gesellschaft kann ebenfalls den Gesellschaften, in welchen sie eine direkte oder indirekte Beteiligung hält, Gesellschaften die der gleichen Gesellschaftsgruppe wie sie selbst angehören, und anderen Gesellschaften uneingeschränkte Sicherheiten oder Kredite gewähren die unter anderem von Krediten die man der Gesellschaft gewährt hat finanziert werden können. Die Gesellschaft kann sich für sich selbst oder für solche andere Gesellschaften verbürgen oder sie auf andere Weise unterstützen und kann somit Sicherheiten zur Verfügung stellen, Bürgschaften ausstellen und ihre Aktiva dazu benutzen solche Sicherheiten zu entwickeln insofern diese Aktivitäten nicht den Regulationen des Finanzsektors unterliegen.

Zweck der Gesellschaft ist desweiteren der Vertrieb und Verkauf von Internetspielen und anderen Internetapplikationen. Die Gesellschaft kann in diesem Zusammenhang insbesondere Preisgestaltungmodelle entwickeln und umsetzen, Zahlungsabläufe abwickeln, begleiten und verfolgen, Daten verarbeiten sowie an der Entwicklung von Internetspielen und anderen Internetapplikationen mitwirken und dieselbe begleiten.

Die Gesellschaft kann ebenfalls Patente und Rechte jeglicher Art erwerben, aktiv oder passiv -ohne Erwerb-lizenziieren und verwalten.

Sie kann sämtliche Mittel, Techniken und Instrumente benutzen um ein effizientes Management zu gewährleisten sowie alles unternehmen um sich gegen Kredit-Währungs-Zins-und alle möglichen Risiken abzusichern.

Sie kann für sich oder einen Dritten alle Geschäfte betreiben, die mittelbar oder unmittelbar mit dem Gesellschaftszweck in Zusammenhang stehen oder demselben dienen.

Art. 4. Der Gesellschaftssitz befindet sich in Luxemburg-Stadt.

Innerhalb der Gemeinde, kann der Sitz der Gesellschaft durch Beschluss des Komplementärs verlegt werden. Durch Beschluss des Komplementärs können auch Filialen oder Geschäftsstellen, sowohl im Großherzogtum als auch im Ausland, gegründet werden.

B. Gesellschaftskapital - Anteil

Art. 5. Das Stammkapital der Gesellschaft beträgt zweihunderttausend Euro (EUR 200.000,-) eingeteilt in einen (1) Komplementäranteil mit einem Einheitswert von einem Euro (EUR 1,-) und hundertneunundneunzigtausendneunhundertneunundneunzig (199.999) Kommanditanteile mit einem Einheitswert von einem Euro (EUR 1,-), nachfolgend zusammen „Anteile“.

Art. 6. Jedes Anteil gewährt eine Stimme hinsichtlich der Generalversammlungen der Gesellschafter.

Jedes Anteil gibt Recht auf einen prozentualen Anteil der Gewinne und des Gesellschaftsvermögens in direktem Verhältnis zu der gesamten Anteilzahl.

Art. 7. Das Stammkapital kann jederzeit von der Generalversammlung der Gesellschafter abgeändert werden.

Art. 8. Die Gesellschaft erkennt nur einen Eigentümer pro Anteil an. Sollte das Eigentum an Anteile aufgeteilt sein, müssen diejenigen, die ein Recht an diese Anteile geltend machen, einen gemeinsamen Bevollmächtigten ernennen, um die aus den Anteilen resultierenden Rechte gegenüber der Gesellschaft zu vertreten.

Art. 9. Die Gesellschafter können ihre Anteile, insgesamt oder teilweise, nur mit schriftlicher Einwilligung aller Gesellschafter verkaufen.

Art. 10. In Übereinstimmung mit Artikel 1690 des Code Civil, ist eine Abtretung gegenüber der Gesellschaft wirksam, wenn sie der Gesellschaft mitgeteilt wurde oder von ihr angenommen wurde.

Art. 11. Die Komplementäre haften unbeschränkt und gesamtschuldnerisch für die Gesellschaftsverpflichtungen.

Die Kommanditisten haften nur mit ihrer Kapitaleinlage.

C. Geschäftsführung

Art. 12. Die Gesellschaft wird ausschließlich von BIGPOINT Sàrl als Komplementär und Geschäftsführer, verwaltet. Gegenüber Dritten ist der Komplementär befugt, im Namen der Gesellschaft im weitesten Sinne zu handeln und Verwaltungs-sowie Verfügungsgeschäfte vorzunehmen, welche dem Zweck der Gesellschaft dienen.

Die Gesellschaft wird rechtsgültig durch die Zeichnung des Komplementärs oder durch die gemeinsame oder einzelne Unterschrift derjenigen Personen, denen solche Zeichnungsbefugnisse vom Komplementär ausdrücklich übertragen worden sind, verpflichtet. Kommanditisten dürfen in keiner Hinsicht an der Verwaltung der Gesellschaft teilnehmen. Jedoch gilt dieses Verbot nicht für Äußerungen, Ratschläge, Aufsichtshandlungen und Ermächtigungen des Komplementärs für Tätigkeiten, welche dessen Entscheidungsbereich überschreiten.

Art. 13. Im Falle von Geschäftsunfähigkeit, Liquidation beziehungsweise einer sonstigen dauerhaften Situation, die den Geschäftsführer daran hindert, als Geschäftsführer der Gesellschaft zu handeln, wird die Gesellschaft nicht unmittelbar aufgelöst und liquidiert, sondern der Komplementär muss einen Verwalter ernennen, der kein Gesellschafter sein muss, um die wichtigen Verwaltungshandlungen bis zur Abhaltung der Gesellschafterversammlung auszuführen, welche dieser Verwalter innerhalb von fünfzehn Tagen nach seiner Ernennung einberufen muss. Auf dieser Gesellschafterversammlung können die Gesellschafter einen Nachfolgegeschäftsführer in Übereinstimmung mit den Anforderungen an Beschlussfähigkeit und Mehrheit zur Änderung dieser Satzung ernennen. Unterbleibt diese Ernennung, wird die Gesellschaft aufgelöst und liquidiert.

Die Ernennung eines Nachfolgegeschäftsführers unterliegt nicht der Genehmigung des Geschäftsführers.

D. Gemeinschaftliche Entscheidungen

Art. 14. Gemeinschaftliche Entscheidungen werden in der Generalversammlung der Gesellschafter getroffen. Sie können auch auf dem Schriftwege erfolgen, wenn alle Gesellschafter dem zustimmen.

Art. 15. Einmal im Jahr treffen sich die Gesellschafter oder fassen einen schriftlichen Beschluss, dessen Tagesordnung die Annahme der Bilanzen, der Gewinn-und Verlustrechnung, des Berichts des Komplementärs und des Wirtschaftsprüfers, die Entscheidung über die Verwendung des Nettogewinns und die Entlastung des Komplementärs enthält.

Art. 16. Der Geschäftsführer der Gesellschaft kann sonstige Gesellschafterversammlungen der Gesellschafter einberufen, die an und zu den in den Einberufungsbekanntmachungen angeführten Orten und Zeiten abgehalten werden.

Sonstige Generalversammlungen der Gesellschafter müssen ebenfalls einberufen werden, wenn dies durch die Gesellschafter beantragt wird, die 20% oder mehr der ausgegebenen Gesellschaftsanteile halten.

Diese einberufenen Gesellschafterversammlungen der Gesellschafter können an den Orten im Großherzogtum Luxemburg oder an jedem anderen Ort und zu den Zeiten abgehalten werden, die in den entsprechenden Einberufungsbekanntmachungen angeführt sind.

Art. 17. Gemeinschaftsbeschlüsse müssen von mindestens einer zwei Drittels Mehrheit der bestehenden Anteile der gesamten Anteilzahl genehmigt werden.

E. Geschäftsjahr – Bilanz und Gewinn-und Verlustrechnung

Art. 18. Das Geschäftsjahr beginnt am ersten Januar und endet am einunddreißigsten Dezember eines jeden Jahres.

Art. 19. Der Komplementär bereitet die Bilanz, die Gewinn-und Verlustrechnung, sowie den Bericht des Komplementärs, vor. Die Bilanz und die Gewinn-und Verlustrechnung werden einem unabhängigen Wirtschaftsprüfer vorgelegt und sind Gegenstand eines Prüfungsberichtes für die Generalversammlung. Die Kommanditisten können am Gesellschaftssitz Einsicht in die Dokumente der Gesellschaft nehmen. Sie können sich von einem Experten begleiten lassen.

F. Auflösung und Liquidierung

Art. 20. Im Falle der Auflösung der Gesellschaft, ernennen die Gesellschafter einen oder mehrere Liquidatoren. Fassen die Gesellschafter keine Entscheidung in dieser Hinsicht, so ist der Komplementär als Liquidator anzusehen.

G. Generalregelung

Art. 21. Für sämtliche in dieser Satzung nicht geregelte Punkte gelten die Luxemburger Gesetze.

Übergangsregelung

Das erste Gesellschaftsjahr beginnt am Gründungstag und endet am 31. Dezember 2012.

54960

Zeichnung und Einzahlung der Anteile

Die Erschienenen haben die Anteile wie folgt gezeichnet:

Kommanditist:

Bigpoint Global GmbH hat eine Kapitaleinlage in bar von hundertneunundneunzigtausendneunhundertneunundneunzig Euro (EUR 199.999,-) getätigt und ihm wurden hundertneunundneunzigtausendneunhundertneunundneunzig (199.999) Kommanditanteile zugeteilt.

Komplementär:

BIGPOINT Sàrl hat eine Kapitaleinlage in bar von einem Euro (Eur 1,-) getätigt und ihm wurde ein (1) Komplementäranteil zugeteilt,

insgesamt: EUR 200.000 für 200.000 Anteile

Alle Anteile wurden voll in bar einbezahlt. Demgemäß verfügt die Gesellschaft ab sofort uneingeschränkt über einen Betrag von EUR 200.000,- (zweihunderttausend Euro), was hiermit ausdrücklich von dem unterzeichneten Notar festgestellt wurde.

Schätzung der Gründungskosten

Die aus Anlass der Gründung anfallenden Kosten, Honorare und Auslagen werden auf EUR 2.000,- geschätzt.

Außerordentliche Generalversammlung

Sodann haben die Erschienenen, die das gesamte Kapital vertreten, sich zu einer außerordentlichen Generalversammlung der Gesellschafter, zu der sie sich als ordentlich einberufen erklären, zusammengefunden. Nachdem die Gültigkeit der Zusammensetzung nachgeprüft wurde, hat die Hauptversammlung einstimmig folgende Beschlüsse gefaßt:

1. Die Gesellschafter beschließen den Sitz der Gesellschaft in L-2086 Luxemburg, 412F, route d'Esch, festzulegen.
2. Die Gesellschafter bestellen die Gesellschaft mit beschränkter Haftung PricewaterhouseCoopers Sàrl, mit Sitz in L-1471 Luxembourg, 400, route d'Esch, eingetragen beim Luxemburgischen Handels und Gesellschaftsregister unter der Nummer B 65.477, zum Wirtschaftsprüfer der Gesellschaft.

Das Mandat des Wirtschaftsprüfers endet mit dem Beschluss der Gesellschafter über die Annahme der Bilanz und der Gewinn- und Verlustrechnung des Jahres 2012.

Worüber Urkunde, aufgenommen zu Luxemburg, am Datum wie eingangs erwähnt.

Nach Verlesung und Erklärung alles Vorstehenden an die Bevollmächtigten der Erschienenen haben diese mit Uns, Notar, diese Urkunde unterzeichnet.

Gezeichnet: P. REISBERGER, T. REISBERGER, M. GUTSMANN und H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 26 mars 2012. Relation: LAC/2012/13667. Reçu soixante-quinze euros (75,- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

FÜR GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG, der Gesellschaft auf Begehr erteilt.

Luxemburg, den 29. März 2012.

Référence de publication: 2012039616/152.

(120052430) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 avril 2012.

Obanoa Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 161.300.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Obanoa Investments S.A.

Intertrust (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2012041581/11.

(120055224) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 avril 2012.
